

***l'Anti*capitaliste**

n°230 | 20 février 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LA XÉNOPHOBIE ET LE REPLI NATIONAL



Une Europe des travailleurs et des peuples

Dossier
**Comprendre le budget
des communes**
Pages 6 et 7



ÉDITO
La grande bouffe
Page 2

PREMIER PLAN
**«Week-end de révolte de
gauche»: ça prend forme!**
Page 3

ACTU INTERNATIONALE
Afrique: Pax Francia
Page 5

LIBRE EXPRESSION
**«Une révolte de masse
d'Ukrainiens pour la
démocratie»** Page 12



M 04249 - 230 - F: 1,20 €



édito

Par ANTOINE PELLETIER

La grande bouffe

Le Président et le Premier ministre ont invité trente chefs d'entreprises étrangères à dîner dimanche 16 et lundi 17 février, afin de leur présenter les mesures prises par le gouvernement pour « simplifier » la vie des entreprises... On aura compris qu'il s'agit d'une série de cadeaux au patronat. En entrée, le premier cadeau est le cortège de crédits d'impôts. Ayrault a expliqué : « *tout ce que nous faisons sur la compétitivité, sur la simplification, sur l'amélioration de l'environnement réglementaire et fiscal* ». Des largesses pour les plus riches alors que les impôts augmentent pour les plus pauvres et que le gouvernement projette de geler complètement les salaires des fonctionnaires. « *L'amélioration de l'environnement réglementaire* », c'est aussi la casse du code du travail, entre les accords compétitivité-emploi et l'attaque contre l'inspection du travail. En plat principal, le deuxième cadeau est la réduction des cotisations sociales des patrons, avec le Pacte de confiance. Hollande a déclaré : « *Nous avons réduit les cotisations pesant sur le travail que paient les entreprises pour les aider à restaurer leurs marges, pour embaucher et pour investir* ». Résultat : cela fait des années que les cotisations des patrons sont baissées, que leurs marges augmentent bien... mais que nos poches sont vides, que le chômage augmente toujours et que la Sécu agonise. Enfin, le dessert, raffiné, est la « simplification » des démarches pour que les « hommes d'affaires » obtiennent des visas, en quelques jours seulement. Hubert Védrine, de son côté, préconise, comme Sarkozy souhaitait le faire, de faciliter l'immigration des étudiants les plus qualifiés. Alors que Valls se félicite de ses succès en terme d'expulsion des sans-papiers, il s'agit d'une abjecte politique coloniale qui consiste à absorber les « cerveaux » et les financements étrangers, tout en virant les pauvres. Le digestif était un indécent cirage de pompes quand Hollande et Ayrault ont déclaré être « *heureux de partager avec vous et de discuter de la richesse de vos expériences* ». Refusons d'être les invités de ce « dîner de cons » en votant pour les listes présentées et soutenues par le NPA aux municipales et en construisant une manifestation nationale d'opposition au gouvernement le week-end des 12 et 13 avril.

BIEN DIT

Je reconnais le droit des autres à être en désaccord avec les auteurs de la série et moi-même, mais nous ne parlons que du point de vue de l'éducation contre l'ignorance et essayons de réduire le niveau d'agressivité si grand dans notre société.

LA ROMANCIÈRE LUDMILA OULITSKAIA, prix Médicis étranger, visée en Russie par une enquête pour « *propagande homosexuelle* », suite à une plainte concernant le livre *la Famille dans notre pays et chez les autres*, qui fait partie d'une série de livres pour enfants.

À la Une

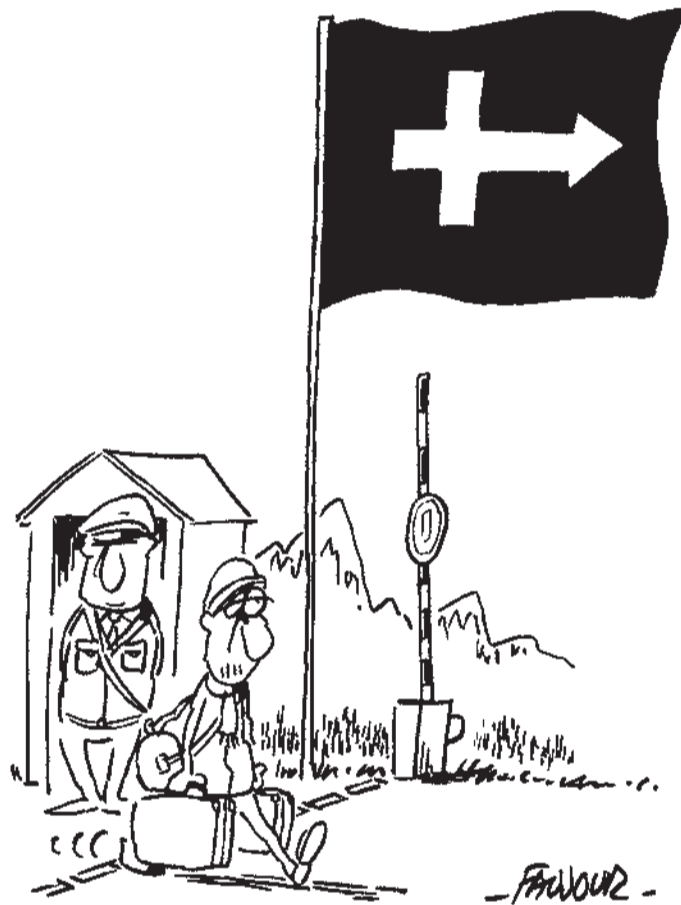
Pour une Europe des travailleurs et des peuples

La courte victoire du Oui au référendum suisse, concernant l'instauration de quotas à l'immigration et remettant en cause l'accord conclu avec l'Union européenne sur la libre circulation des biens et des personnes, a suscité la satisfaction, ici et en Europe. La satisfaction de tous les xénophobes et racistes, et des partis d'extrême droite qui y voient leur propre victoire...

Indépendamment de savoir si cette mesure sera applicable dans un pays où près de 300 000 travailleurs frontaliers français, allemands ou italiens viennent tous les jours, il est clair qu'elle ne vise pas à la défense des intérêts des salariés et de la population. Bien au contraire, elle ne vise qu'à diviser et opposer les travailleurs aux uns aux autres, pour mieux les affaiblir pour le plus grand bénéfice du patronat et des banques dans leur course à la baisse du coût du travail.

Les démagogues qui jouent avec les peurs

Cette courte victoire a été obtenue parce qu'une partie des classes populaires est dupe des démagogues qui présentent le repli national, la xénophobie comme la seule issue possible au chômage, au recul du pouvoir d'achat. Ici aussi, bon nombre de salariés sont dupes du discours de Marine Le Pen sur la « *préférence nationale* » et voient dans l'Union européenne la cause de tous les maux. Le repli national, la défense de la souveraineté nationale contre les diktats de Bruxelles ne régleront rien, bien au contraire. Ce n'est pas l'Europe en elle-même qui est responsable des reculs sociaux, du chômage, de la dégradation des services publics, pas plus que les travailleurs immigrés, frontaliers ou venant, au risque de leur vie, de pays lointains. Non, les responsables sont les grands groupes industriels et financiers, leur politique pour accroître, en permanence, leur profit. C'est leur Europe capitaliste qui se fait contre les peuples. La démagogie de l'extrême droite vise à dévoyer le mécontentement légitime pour l'attirer dans un piège mortel.



Une démagogie anti-ouvrière

Le Front national a salué « *une victoire nette du peuple suisse contre ses élites, la technocratie de l'Union européenne et la bien-pensance qui n'épargne aucun pays d'Europe [...]* Cette victoire suisse renforcera les Français dans leur volonté d'arrêter l'immigration de masse et de reprendre la maîtrise de leurs frontières face à l'Union européenne » et nos prétendus démocrates de demander

« *un véritable référendum d'initiative populaire* ». Une partie de la droite lui court après, Fillon en tête, qui a jugé le vote suisse « *parfaitement naturel* »... Estrosi, le maire UMP de Nice, demande « *un référendum similaire* » en accusant le gouvernement de vouloir « *démander aux Français de s'intégrer, d'apprendre à parler les langues africaines, le mandarin, les langues arabes. Est-ce que c'est à nous de nous adapter ?* »

La bêtise raciste n'a pas de borne ! Mais les mêmes se gardent bien de demander un référendum sur la légitimité des cadeaux faits au patronat ou sur l'âge de la retraite... Ce ne sont pas les intérêts des classes populaires qui les intéressent. Leur xénophobie et leur racisme sont l'expression exacerbée de leur mépris social, de leur peur du peuple, des travailleurs dans lesquels ils voient une menace pour leurs privilèges.

La solidarité des travailleurs et des peuples

Combattre cette bêtise dangereuse que flattent et encouragent les partis de droite et d'extrême droite pour satisfaire leurs ambitions politiques, c'est combattre l'Europe des multinationales et des banques, en construisant une opposition sociale, ouvrière et populaire, internationaliste pour que la population victime de leur politique prenne elle-même la défense de ses propres intérêts en main, par-delà les frontières, contre tous les démagogues qui voudraient désigner l'étranger, l'autre, comme l'ennemi, le bouc émissaire. Non, nos ennemis ne sont pas les étrangers, mais les riches et les puissants, français ou non, qui sacrifient la société à leurs intérêts égoïstes et parasites, et les gouvernements qui les servent. L'intérêt des victimes de la politique des États et des classes dominantes, de leur Europe capitaliste est de s'unir par-delà les frontières pour construire une autre Europe : celle de la solidarité et de la coopération des peuples. C'est cette perspective que nous défendrons lors des prochaines élections européennes de mai 2014.

Yvan Lemaître

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Vive les forums citoyens!



A Sarajevo « la révolution, seule solution ». DR

Un mouvement social et politique majeur est né le 5 février à Tuzla, principale ville industrielle de Bosnie-Herzégovine. Il s'étend depuis et s'organise en « Forums citoyens » dans plusieurs villes, élaborant leurs revendications. Leur impact dépasse les frontières nationales internes et externes.

Cette ancienne république yougoslave de moins de 4 millions d'habitants compte 44 % de chômeurs. Et quand on y a un emploi, le salaire moyen brut équivaut à quelque 400 euros, alors qu'un politicien peut gagner en un mois autant qu'un

retraité en quatre ans. Dans la région de Tuzla (130 000 habitants), les travailleurs ont cessé d'être payés lors de privatisations aujourd'hui dénoncées comme « *criminelles* », détruisant à la fois emplois et droits sociaux. C'est tout cela qui est mis à plat aujourd'hui : la misère

Un monde à changer

PATRIARCAT. Il est connu que dans certains pays asiatiques, et notamment l'Inde, la proportion d'hommes par rapport à celle des femmes est particulièrement élevée. En Inde, il y a ainsi 936 femmes pour 1000 hommes, contre 983 pour l'ensemble du monde. Mais cette valeur mondiale est considérablement abaissée par l'importance des populations indiennes et chinoises. Si l'on effectue le calcul sur les populations de l'ensemble des pays moins celles de l'Inde et la Chine, la proportion de femmes passe de 983 à 1016.

Cette situation renvoie d'abord à une surmortalité féminine après la naissance : filles et femmes sont plus exposées à des carences en matière de soins et d'alimentation et aussi à des maltraitements et des violences. Mais elle s'explique aussi par le développement, avec l'échographie, de l'avortement sélectif aux dépens des embryons féminins. Normalement, il naît 105

garçons pour 100 filles d'après les travaux de l'Institut national d'études démographiques. En Inde, au Vietnam et en Chine, la proportion de garçons à la naissance dépasse 110...

De nombreux pays d'Asie échappent cependant au phénomène : Iran, Thaïlande, Japon ou Indonésie. Ce qui est nouveau, c'est que dans plusieurs pays à l'est de l'Europe, la proportion de garçons à la naissance est désormais anormalement élevée. C'est le cas dans le Sud du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) où elle a augmenté dans les années 90 (après la chute de l'URSS) et atteint désormais des valeurs supérieures à celles enregistrées en Inde. C'est aussi le cas, dans une moindre mesure, en Albanie, au Kosovo et en Macédoine, où les valeurs familiales et patriarcales traditionnelles ont retrouvé leur emprise, alors que, désormais, les pratiques discriminatoires sont facilitées par l'utilisation de technologies modernes.

Le chiffre

400

C'est, selon le *Pravasi Nepali Coordination Committee* fondé par des migrants revenus au pays, le nombre de migrants népalais morts sur des chantiers qatariens. Un chiffre qui pose la question du nombre total de travailleurs immigrés morts sur les chantiers de la Coupe du monde de football... Les Népalais représentent 20% de la main-d'œuvre immigrée au Qatar.

«WEEK-END DE RÉVOLTE DE GAUCHE» Ça prend forme!

Beaucoup enragent de voir la droite extrême prendre la rue et tenter d'imposer son idéologie réactionnaire. Depuis un an, les manifestations ultras ont été «encouragées» par la politique d'un gouvernement social-libéral qui multiplie les attaques contre le monde du travail, alors que Ayrault et Hollande organisent des dîners mondains avec les patrons français et internationaux...

Le besoin d'une riposte à la hauteur se fait donc sentir. Dans cette perspective, le NPA, par la voix d'Olivier Besancenot, a fait la proposition d'organiser un «week-end de révolte de gauche». Pour contrebalancer la tendance actuelle, il est impératif de réunir dans une même mobilisation un arc de forces bien supérieur à celui que peuvent mettre en mouvement les seuls partis de la gauche non gouvernementale : construire un rassemblement puissant, impliquant salariéEs, jeunes, militantEs, animateurs et animatrices des mobilisations sociales et ouvrières, des luttes pour le logement, contre le racisme, contre les discriminations, pour l'égalité des droits, contre les remises en cause du droit à l'IVG, etc. Le mouvement de toutes et tous contre l'austérité, le pacte de responsabilité et la casse de la Sécu, contre les politiques discriminatoires...

Pour un appel politico-social le plus large possible

C'est pour discuter de ces impératifs que le NPA a sollicité des rencontres avec les partis membres du Front de gauche, avec Lutte ouvrière et Alternative libertaire. Des délégations du Parti de gauche et du NPA se sont rencontrés lundi 17 février. Elles ont



Manifestation du 5 mai 2013 à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

conclu à un large accord sur la «nécessité de ne pas laisser la rue à la droite, à l'extrême droite, aux racistes, antisémites, sexistes et homophobes de tout poil en rassemblant tous ceux qui à gauche refusent la politique du gouvernement. Car "trop c'est trop!" Il est temps que puisse s'exprimer le ras-le-bol de gauche face à la politique pro Medef d'un gouvernement qui crée les conditions de la montée de la désorientation et de la réaction à qui il donne des gages en reculant!» Constatant que d'autres organisations envisagent des initiatives allant dans le même sens – un appel d'Ensemble, une proposition de Pierre Laurent d'une manifestation contre l'austérité en avril – le NPA et le PG proposent

l'organisation d'une marche nationale. Le week-end du 12-13 avril semble la meilleure date, compte tenu du calendrier électoral et des dates de mobilisations syndicales ou associatives prévues. Comme l'indique le communiqué commun publié à l'issue de la rencontre : «Les deux partis ont insisté sur le fait que cette date est juste une proposition. Le succès de toute initiative dépendra en effet d'un appel le plus large possible réunissant responsables politiques, associatifs et syndicaux, collectifs de salariés en lutte (entreprises qui licencient ou menacées de fermeture) et équipes militantes... C'est au collectif qui les réunira que reviendra donc la charge de concrétiser cette volonté commune.»

Une rencontre avec une délégation d'Ensemble, mouvement composé de plusieurs organisations du Front de gauche, a exprimé des préoccupations similaires qui devraient permettre que tous se retrouvent dans l'organisation de cette marche. Par la voix de Pierre Laurent, le PCF estime que cette marche «est à notre portée».

Il est regrettable qu'à cette étape, Lutte ouvrière ait décliné notre proposition de rencontre au motif qu'un désaccord existerait sur nos conceptions réciproques de la construction d'une opposition de gauche. Pourtant, pour que «tous ceux qui refusent à la droite et à l'extrême droite le monopole de la contestation de la politique du gouvernement» puissent aider «le monde du travail à relever la tête», il est plus que nécessaire d'agir ensemble. Nous ne renonçons pas à les convaincre de participer à une telle action commune, comme ce fut le cas le 1^{er} décembre.

Gageons que dans les jours qui viennent, les militantEs attachés à cette perspective se rencontreront dans les localités, dans les entreprises et lieux d'étude pour, ensemble, préparer la riposte au pacte gouvernement-Medef qui renforce la droite et l'extrême droite.

Côme Pierron

NO COMMENT

L'association qui a prescrit ce livre s'appelle L'Atelier des merveilles, présidé par qui? Par une madame Cécile Moulain, réputée apolitique. Il se trouve que cette présidente d'association a été candidate de la Ligue communiste révolutionnaire. [...] Elle m'a d'ailleurs écrit une lettre dans laquelle on comprend que c'est la défense de la lutte des classes. Car vous comprenez bien que le choix des profils qui ont été déshabillés dans Tous à poil, c'est aussi pour montrer qu'on ne veut plus de la marque d'autorité, quand on déshabille une maîtresse, un policier, un président directeur général!

Jean-François Copé sur Europe 1 jeudi 13 février, à propos du fameux livre *Tous à poil*

sociale, l'incurie du système et la corruption associée aux privatisations clientélistes sous toutes étiquettes. Des Forums citoyens s'organisent et s'étendent de Tuzla à Sarajevo et dans un nombre croissant de villes. Imposant un temps de parole limité et égalitaire à chacunE, ils forment des groupes de travail élaborant des cahiers de revendications adressés aux cantons, plus facilement contrôlables. L'accès aux soins gratuits de santé s'y combine à l'exigence d'un travail et revenu normal, de droits à la retraite face à la fermeture des entreprises. D'ores et déjà, ils ont obtenu la démission de 43 ministres et trois Premiers ministres de plusieurs cantons, dont

Sarajevo et Tuzla. Dans ces deux villes, ils ont aussi contesté la loi qui permet à des politiciens de conserver leurs salaires pendant un an après la fin de leur mandat, ce qui coûterait quelque 750 000 euros au budget de l'État, alors que, sous pression du FMI, les dépenses sociales et les salaires des fonctionnaires sont encore réduits.

Effet domino contre les divisions

Le mouvement s'est dressé contre la criminalisation des protestations violentes des premiers jours : «*Nous exprimons nos regrets pour les blessures et les dommages causés, mais nous exprimons aussi nos regrets envers les usines, les espaces publics,*

les institutions scientifiques et culturelles, les vies humaines détruites par les actions de ceux qui sont au pouvoir depuis vingt ans.»

Il résiste aussi aux tentatives de division venant des États voisins comme des partis nationalistes internes à la Bosnie, côté croate ou serbe : tous sentent leur pouvoir menacé par de tels mouvements sociaux et politiques. Venu de Zagreb en visite à Mostar, le Premier ministre Zoran Milanović a cherché à retourner la communauté croate locale contre des contestations dites «*musulmanes*» (bosniaques)¹. Mais dans cette ville dont les quartiers musulmans ont été détruits par les milices fascistes croates il y a vingt

ans, Croates et Bosniaques musulmans ont ces jours-ci manifesté ensemble contre «*la mauvaise politique et la corruption du système*».

De son côté, le président de l'«entité» à dominante serbe du pays (la Republika Srpska), Milorad Dodik, a déclaré – non sans démonstrations policières massives – que «le chaos» venait de l'autre entité, la Fédération croato-musulmane. Pourtant, la révolte gagne les villes à majorité serbe de Banja Luka et Bijeljina. Et les associations d'anciens combattants ont dénoncé dans un communiqué «*la criminalité, la corruption et le népotisme*» qui règnent dans l'entité serbe. En ce moment même, les

salariés de plusieurs entreprises qui n'ont pas été payés depuis des mois, sont en grève en Serbie, comme à Tuzla. Et de Belgrade à Zagreb en passant par Ljubljana, des solidarités actives s'expriment, comme au plan international. Il n'y a pas de solution cohérente et stable en Bosnie-Herzégovine, contre les nationalistes exclusifs et les pouvoirs néo-coloniaux euro-atlantistes, sans réinventer une égalité dans la diversité balkanique, tirant les leçons du passé. C'est ce qui est en marche.

Catherine Samary

1 – On distingue la citoyenneté «bosnienne» et trois peuples constituants : serbe (dominante orthodoxe), croate (dominante catholique) et «bosniaque» (dominante musulmane). Sur la décomposition yougoslave et Dayton, voir : <http://csamary.free.fr>

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PARTI SOCIALISTE

Passer l'arme à gauche...

Lundi 10 février, le monde politique était en émoi à l'annonce d'une fronde interne dans le Parti socialiste. Dans un texte intitulé « Il n'y a pas qu'une seule politique possible », les différents courants de la gauche du PS se sont regroupés pour fustiger la politique menée par François Hollande.

Fait notoire, les signataires, issus majoritairement du courant « Maintenant la gauche » de Marie-Noëlle Lienemann et d'Emmanuel Maurel et d'« Un monde d'avance », le courant de Benoît Hamon (toujours ministre!), représentent un tiers des élus dans les instances nationales du parti. Pour ces socialistes, qui ont avalé jusqu'à maintenant bien des couleuvres, le pacte de responsabilité a constitué la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Dénonçant naïvement le tournant « social-libéral » de Hollande, ce regroupement de circonstance exhorte le président à cesser sa « politique de l'offre » pour privilégier une relance de la croissance par la consommation en cessant les politiques d'austérité et le somme d'obtenir « un compromis social favorable au monde du travail ». En bref, la gauche du PS ne propose rien d'autre au gouvernement que de mener une vraie politique social-démocrate...

Croyant... et pratiquant ?

Reste à voir surtout ce que feront ces députés et sénateurs socialistes lors des votes. Eux qui au mieux – pour certains d'entre eux – se sont contentés jusqu'à présent de s'abstenir sur des sujets aussi cruciaux que les retraites... Dans *l'Humanité* du 11 février, Marie-Noëlle Lienemann s'est même déjà dérobée sur la question du vote de confiance au gouvernement.

De même, pour faire face aux défis de la période, ce bloc « contestataire » au sein du PS en appelle à « l'implication de la gauche dans toute sa diversité »... mais ses dirigeants ont déjà décliné les propositions de Mélenchon à un rassemblement incluant la gauche du PS et EÉLV en vue de liste commune aux élections européennes.

Manifestement, les velléités de la gauche du PS visent avant tout à changer le rapport de forces... au sein du seul PS!

Camille Jouve

GOUVERNEMENT-MEDEF

Des pactes au Pacs

Après avoir caressé les « pigeons » dans le sens des plumes lors de son déplacement aux USA, Hollande multiplie les courbettes devant les patrons et les « investisseurs » étrangers qui réclament sans cesse de plus grandes facilités pour faire des profits.



Hollande-Gattaz : tope-là ! DR

« Il n'y a pas de contreparties » (Gattaz)

Le débat autour de prétendues contreparties masque mal la réalité du cadeau de 30 milliards fait au patronat, avec la fin des cotisations patronales allocations familiales et les promesses d'allègements fiscaux. À l'heure actuelle, on ne sait pas exactement quelle forme prendront les futurs allègements de cotisations. Pour le patron du Medef, « il faut combler l'écart de 116 milliards d'euros qui nous sépare de l'Allemagne et baisser de 60 milliards d'euros les impôts et les charges des entreprises d'ici 2017 ». Quant aux contreparties, au-delà

de corrections de forme, Gattaz est clair : « Il faut arrêter de gérer par la contrainte ». « Les entreprises ne pourront jamais prendre un engagement juridique de résultat dans un environnement instable mondialisé et très concurrentiel. Nos engagements seront donc des engagements de mobilisation, d'objectifs et de moyens... Il faut arrêter ce discours qui est insupportable... Il n'y a pas de contreparties. »

Sauf pour les patrons

Les patrons se félicitent des premières mesures du gouvernement, qui « manifestent une prise de conscience de l'impératif

compétitivité ». Mais ils veulent toujours plus. Ils souhaitent voir supprimer la rétroactivité fiscale, rendre obligatoire une étude d'impact avant toute innovation fiscale, et limiter les prérogatives des institutions représentatives du personnel et des syndicats. Ils proposent ainsi de regrouper toutes les institutions représentatives du personnel (IRP : comités d'entreprise, comités d'hygiène sécurité conditions de travail, délégués du personnel), « de réguler leur pouvoir et d'encadrer le recours à l'expertise » et d'« alléger les aspects pénaux du droit du travail », notamment en supprimant le délit d'entrave

constitué quand les patrons piétinent les droits des IRP...

Des papiers pour tous ?

Non content de multiplier les cadeaux aux patrons « français », Hollande a tenu faire la cour aux patrons « étrangers » en présidant un « Conseil stratégique de l'attractivité » devant une trentaine de grands patrons étrangers, pesant 850 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Avec le soutien de la ministre du Commerce extérieur, Nicole Bricq : « la question des contreparties aux baisses de charges accordées aux entreprises est un faux sujet ». Le sujet ? « C'est de faire respirer les entreprises pour qu'elles créent des emplois et investissent ». Avec des propositions : « Les géants des États-Unis ne sont pas des ogres. Nous n'en avons pas peur. Mais il faut respecter le secret fiscal »... « On a, par exemple, des problèmes de visas. Un homme d'affaires chinois, il lui faut huit semaines pour avoir un visa. Un Russe, il lui faut trois semaines. On peut le faire beaucoup plus rapidement et ne plus parler en semaines mais en journées ».

« Le dialogue social ne peut pas reposer sur des oukases » (Ayrault)

Côté syndicats, c'est de fait la CFDT qui donne le ton sur le fond, et FO qui a pris l'initiative d'une journée de mobilisation le 18 mars. Reprenant leurs arguments, le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon avance à reculons : « Ce ne sera pas une journée contre le pacte de responsabilité, mais sur les salaires, l'emploi et le financement de la protection sociale »... car « même FO reconnaît que le pacte est désormais dans le paysage ». Pour lui, la CGT « se rendra à la réunion du 28 février », la première rencontre entre les organisations syndicales représentatives et le patronat dans le cadre du pacte. « On va y aller sur la plateforme commune que nous avons négociée avec la CFDT, l'UNSA et la FSU », qui réclame la conditionnalité des aides. « Comme c'est un pacte pour l'emploi, nous voulons des garanties en termes d'emploi, nous voulons que le Medef affiche ses ambitions »...

Robert Pelletier

HOLLANDE AUX USA Obama, Gattaz et le pigeon...

Tout au long de sa visite aux USA, Hollande a affiché son bonheur de côtoyer le président de la première puissance mondiale. Il y était sans première dame mais empressé auprès du nouvel élu de son cœur, Gattaz, lui aussi président mais du Medef, et comblé du plaisir de se mettre dans son rôle d'ami des patrons, des riches et des puissants. La finance a enfin un visage dont Hollande devient, de toute évidence, de plus en plus familier...



Une véritable mise en scène diplomatique. L'empressement, certes amusé voire condescendant, mis par Obama pour accueillir cet inconnu de la population américaine qu'est le french president, a de quoi étonner, mais il est symptomatique des difficultés que connaît la politique étrangère américaine, ainsi que de celle que mène la France à son égard.

Tant sur le plan économique que sur le plan des rapports de forces internationaux, la domination des USA est contestée par l'émergence de nouvelles puissances, principalement de la Chine. D'où la volonté étatsunienne d'associer d'autres puissances à la défense de sa domination sur le monde, en particulier les puissances européennes. Face à l'Allemagne peu empressée à faire le boulot de gendarme, la France, elle, s'active avec zèle. Sarkozy avait donné le signal en réintégrant le haut commandement de l'Otan et l'intervention en Libye. Hollande accentue cette politique, cherchant à profiter des difficultés des USA

pour jouer son propre jeu en Afrique et au Moyen-Orient. Selon Obama et Hollande, « une alliance transformée »...

Offensive militariste et libérale

Cette offensive militariste s'accompagne d'une offensive libérale sur le plan des échanges et du commerce avec l'Europe, offensive dont Hollande se fait, là encore, le champion. L'incident diplomatique provoqué par les pratiques de l'agence de renseignement NSA, révélées par Edward Snowden en 2013, pèse peu au regard des intérêts des amis de la finance et des multinationales. Hollande demande l'accélération de la mise en place de l'accord de libre-échange transatlantique en négociation. Le futur traité devrait contrebalancer les ravages provoqués par les politiques d'austérité. Ce sera tout le contraire, car ce sont bien les politiques soumises à la course à la rentabilité financière des grands groupes financiers et industriels qui alimentent la crise.

« Des preuves d'amour »...

Hollande a multiplié les gestes à l'égard des patrons français ou américains, sans oublier le FMI... Sans rire, Fleur Pellerin, ministre déléguée à l'Économie numérique, a parlé de « preuves d'amour » aux entrepreneurs, à propos de la visite à la Silicon Valley en Californie, et de l'accolade chaleureuse entre Hollande et le leader des prétendus « Pigeons ». Hollande s'est tout aussi chaleureusement félicité d'être accompagné par le patron du Medef qui, pourtant, avait ridiculisé le pacte de responsabilité en annonçant qu'il n'y aurait pas de contreparties dans les discussions. Mais, quand on aime, on n'est pas rancunier...

« Venez en France ! » a-t-il lancé aux dirigeants de l'économie numérique américaine, après avoir énuméré une série de futurs cadeaux pour donner le moral aux patrons... C'est ce que Fleur Pellerin appelle « la pédagogie du risque »!

Yvan Lemaître

AFRIQUE Pax Francia

Succès pour la France au Mali mais difficulté en Centrafrique, voilà le credo de la plupart des médias de l'hexagone. La réalité est tout autre et s'apparente plus à un vrai échec pour le Mali et à une catastrophe pour la Centrafrique.



Jean-Yves Le Drian en pleine opération diplomatique à Bangui. DR

Les félicitations de la Maison Blanche à Hollande, lors de sa visite à Washington, pour la 41^{ème} aventure militaire ne peuvent effacer la situation sur le terrain. En effet, au nord du Mali, la sécurité se dégrade : dernièrement une trentaine de Touarègues ont perdu la vie dans les affrontements, les djihadistes du Mujao viennent de revendiquer l'enlèvement de cinq travailleurs humanitaires circulant à bord d'un véhicule tout terrain de la Croix rouge internationale.

Négociations en difficulté

Le récent rapport de Ban Ki-moon indique que : « la prestation des services sociaux de base demeure limitée dans le nord, où seul un petit nombre de fonctionnaires a repris le travail » et de prendre en exemple l'éducation : « L'insécurité et le manque d'enseignants empêchent toujours l'ouverture

de 22% des écoles de la région de Tombouctou et de 32% des écoles de la région de Gao, alors que seulement 3 écoles fonctionnent dans la région de Kidal et accueillent 279 élèves, contre 57 écoles pour 7 938 élèves avant la crise. »

Au niveau politique, les négociations entre gouvernement malien et groupes armés touarègues ont du mal à reprendre et la multitude de médiateurs, Burkina Faso, Algérie, Maroc et Suisse, risquent de compliquer les discussions qui restent au niveau des dirigeants en écartant les populations. Cette méthode compromet la réconciliation entre les communautés et permet de nouveau les dérives de corruption et de trafic en tout genre dans la région.

Dans le même temps, la France tente d'imposer aux Maliens un accord de coopération de défense qui devait être signé le 20 janvier, mais repoussé du fait de l'émoi

suscité dans la société civile. En effet, cet accord n'est autre que la pérennisation d'un millier de soldats français de l'opération Serval.

« Nettoyage ethnique »

En Centrafrique, la France n'a ciblé que la Seleka, alors que dans le même temps les milices anti-Balaka, souvent manipulées par des partisans de l'ancien dictateur Bozizé, menaient des offensives contre les quartiers musulmans. Ainsi les deux principales forces militaires censées assurer la paix ont eu un rôle partisan : les Tchadiens en soutenant la Seleka, les Français en laissant faire les anti-Balaka. Le résultat est que les miliciens de la Seleka retournent vers leur base dans le nord du pays en semant la mort sur leur passage, et les anti-Balaka s'acharnent sur les populations musulmanes du pays, à tel point que les organisations humanitaires parlent de

« nettoyage ethnique ». Dans la gestion de la crise, le Tchad et la France n'ont nullement évité le chaos dans lequel le pays s'enfoncé après des décennies de pouvoir de dictateurs portés à bout de bras par Paris qui, en attendant une intervention de l'ONU, se voit contraint d'augmenter son contingent de 400 soldats.

De plus, une crise alimentaire se profile, renforcée par les destructions des circuits commerciaux. De la quarantaine de grossistes alimentaires essentiellement tenus par les musulmans, il en reste à peine une dizaine et les prix des produits de première nécessité augmentent au point que la plupart de la population ne peut plus les acquérir.

Partition du pays ?

La fuite des musulmans vers le nord du pays remet sur la table la question de la partition du pays qui avait été soulevée à l'époque de Djotodia par son conseiller personnel, Abakar Sabone, qui s'était ensuite rétracté.

Malgré ce bilan, l'Élysée continue à soutenir les dictateurs africains, et se refuse à encadrer à minima les agissements des multinationales françaises, comme on l'a vu lors du débat parlementaire sur l'aide au développement : l'amendement sur la responsabilité sociale des entreprises y a été refusé par le ministre écologiste Pascal Canfin. Plus grave encore, l'amiral Guillaud, qui était jusqu'au 15 février le chef d'état-major des armées, s'est prononcé pour une nouvelle intervention militaire au sud de la Libye afin d'éradiquer le « nouveau centre de gravité du terrorisme ». Avec le gouvernement Hollande, le Medef s'occupe de l'économie, Areva de l'écologie, l'Église de la société et l'armée des affaires étrangères...

Paul Martial

1- Rapport du secrétaire général sur la situation au Mali / Conseil de sécurité des Nations Unies - S/2014/1



Le monde en bref

Argentine Mobilisation pour l'acquittement des ouvriers de Las Heras



À Paris le 5 février. DR

Mercredi 5 février, 70 personnes avaient répondu à l'appel lancé par le Comité de soutien aux travailleurs pétroliers de Las Heras (Sud de l'Argentine). Au même moment, des milliers de personnes défilaient à Buenos Aires contre la condamnation à perpétuité ou à de lourdes peines de prison de 9 travailleurs... Coupables, sans aucune preuve, de la mort en 2006 d'un policier lors d'un affrontement en marge d'une grève ? Au cours du procès, certains ont été torturés pour leur faire avouer un crime qu'ils n'ont pas commis.

À l'appel du Comité d'appui aux luttes du peuple argentin (CALPA), du NPA et de Lutte ouvrière, ce rassemblement a été l'occasion de déposer à l'ambassade une pétition signée par des dizaines de personnalités syndicales, politiques et intellectuelles. Un comité de soutien a été créé. Partout dans le monde la classe dominante et leurs États cherchent à criminaliser les mouvements sociaux. C'est pourquoi la solidarité internationaliste face à la répression est plus que jamais nécessaire !

Afrique du Sud Les grévistes de platine relèvent la tête

En août 2012, pendant la grève dans les mines de platine, 34 mineurs à Marikana furent froidement massacrés par la police et des dizaines blessés. Malgré cette répression féroce, un an et demi plus tard, 70 000 mineurs de platine sont de nouveau en grève (depuis le 24 janvier), cette fois pour des augmentations de salaire. Ils demandent un « salaire décent » (\$1200 ou 880 euros), ce qui représente un doublement de leur salaire. Le patronat n'a proposé pour l'instant que 8% et la grève continue. Les patrons des mines, qui eux gagnent des millions, prétextent une baisse de la demande mondiale pour ne pas donner plus, mais si la grève continue, le rapport de forces pourrait tourner en faveur des mineurs, au moment où une grève des réserves mondiales de platine et 50% d'or sont en Afrique du Sud, et les métaux et les minéraux représentent 60% de la valeur des exportations sud-africaines.

Égypte Renaissance des grèves ?

Malgré les mesures de plus en plus répressives du gouvernement militaire, on assiste ces dernières semaines en Égypte à une renaissance des grèves, en particulier dans les usines du textile. Il y a eu également des grèves de policiers, de médecins qui revendiquent une augmentation du budget de la santé, des augmentations des salaires et des conditions de travail plus sûres, cela après la mort de certains patients et de quatre médecins dans un hôpital. Il y a eu aussi des grèves d'infirmières qui demandent le rétablissement d'une prime de 40%. Dans le textile, la grève sur les salaires se répand, avec 10 000 grévistes à Mahallah. En 2008, ils avaient été le fer de lance d'un mouvement gréviste qui avait défié la dictature de Mubarak et dont la puissance avait été l'élément clé dans la chute du régime. Une combativité et une pêche à découvrir dans une courte vidéo :

<http://menasolidaritynetwork.com/2014/02/13/egypt-textile-workers-in-mahalla-walk-out-video/>

SUISSE Un vote raciste ?

En Suisse, la seule campagne de la gauche aura été celle de la droite... C'est par quelque vingt mille voix de différence que la majorité des votantEs en Suisse ont accepté un projet de loi proposant le « contingentement » de la population étrangère. Le socle réactionnaire traditionnel – les 30% qui ont voté le même jour contre l'IVG – a été rejoint par une partie des couches populaires désorientées face la crise.

À la base de leur vote, on trouve la généralisation des politiques de sous-enchère salariale pratiquée par un patronat qui, fort d'une disponibilité de main-d'œuvre sans limite et de la capitulation préventive du mouvement syndical, peut tout se permettre. Au Tessin, par exemple, un canton périphérique souffrant d'un sous-développement régional marqué, l'exploitation sans limite d'une main-d'œuvre immigrée payée au lance-pierre exerce une pression constante et à la limite du supportable pour les couches populaires. C'est dans ce canton que la figure

du « plombier polonais » d'autrefois prend les traits de « l'électricien de Reggio Emilia » payé à des tarifs qui sont ceux... de Reggio Emilia.

« Notre » prospérité ?

Face à cette situation, la « gauche » – partis et syndicats – a été totalement incapable d'apporter ne serait-ce que des débuts de réponse. Elle s'est bornée à relayer le discours patronal expliquant à des centaines de milliers de salariéEs inquietEs pour leur pouvoir d'achat et leur place de travail « l'importance de l'immigration pour notre bien-être » et « la nécessaire ouverture à l'Europe, gage de notre prospérité ».

Ce dernier aspect était essentiel pour le capitalisme helvétique, la remise en cause des accords avec l'UE pouvant signifier des restrictions pour son accès aux marchés européens. Sauf que si l'on pouvait demander aux salariéEs de faire des sacrifices à une époque où le capitalisme suisse voulait bien leur redistribuer quelques miettes, cela devient plus ardu lorsque ce sont des entreprises qui réalisent des bénéfices milliardaires, qui licencient et baissent les salaires. Face à cette situation, le silence de la « gauche » a été plus que coupable. En aucune occasion, elle n'a été capable de dénoncer le fait que ce

sont les patrons qui baissent les salaires, que ce sont capitalistes qui licencient, que ce sont les propriétaires immobiliers qui augmentent les loyers, pas les immigrés.

Lutter plutôt que stigmatiser

Ainsi, c'est ce vide sidéral laissé par la soi-disant « gauche », qui a laissé la place au discours rassurant de l'UDC (très à droite), celui qui promet de rétablir les « protections » par les contrôles sur les flux migratoires à travers les contingents. C'est d'abord dans la construction d'une opposition sociale, de classe, internationaliste, que l'on combat la prégnance d'un discours nationaliste et xénophobe. Car la dénonciation abstraite du « racisme » finit inévitablement par se transformer en stigmatisation concrète de celles et ceux qui, par manque d'alternative et désespoir, ont pu accorder du crédit aux discours des xénophobes. Voilà une tâche... de longue haleine.

De Genève, Paolo Gilardi

LE VOTE DU BUDGET

Vous avez dit « démocratie » ?

La budget des communes est établi pour une année. Sa mise en place commence par un débat d'orientations budgétaires censé permettre au Conseil municipal de définir les orientations de l'année à venir...

En réalité, cela consiste pour l'équipe du maire à présenter le cadre budgétaire préparé par ses services de spécialistes. En guise de « débat », chacun peut bien évidemment dire ce qu'il en pense – occasion dont les élus anticapitalistes ne se privent pas –, mais l'affaire est d'autant plus entendue d'avance qu'aucun vote n'est prévu sur ces « orientations »...

Un vote de pure forme

L'étape suivante est la présentation, la discussion et le vote du Budget primitif, qui détaille très précisément les recettes et les dépenses prévues pour l'exercice comptable qui s'ouvre. Ce document comptable est articulé en deux sections, l'une consacrée au fonctionnement, l'autre aux investissements. Très difficile à déchiffrer par pour les profanes que sont bien des élus (et pas seulement anticapitalistes...), la masse de documents qu'il représente, le peu de temps dont on dispose pour les analyser et le fonctionnement du conseil municipal lui-même font qu'il n'est pas question d'espérer en changer la moindre ligne au cours de la « discussion » ! Quant au vote, il est acquis d'avance, les



maires faisant régner une discipline stricte dans les rangs de leur majorité sur le vote du budget. Au-delà de son aspect prévisionnel, le budget primitif constitue la « feuille de route budgétaire » à laquelle le fonctionnement de la mairie est contraint de se tenir. Les écarts rendus nécessaires par des événements imprévus donnent lieu, en cours d'exercice, au vote de décisions modificatives.

En fin d'exercice et après clôture des comptes, le bilan est soumis au débat et au vote du conseil municipal sous le nom de compte administratif. Là encore, débats et votes relèvent de cette même mascarade démocratique qui fait des conseils municipaux de simples chambres d'enregistrement des décisions de l'exécutif (du maire, en premier lieu).

Daniel Minvielle

Comprendre le budget des communes

Des élus anticapitalistes pour casser l'opacité

Dossier coordonné par Henri Wilno et Patrick Saurin

Les communes continuent de jouer un rôle majeur dans la vie quotidienne des citoyens (écoles, aides sociales, activités culturelles et sportives, etc.). Elles disposent de moyens ou de volonté politique comme la création de centres de santé pour tous. Tout cela s'exprime dans un document clef : le budget de la commune. Sans son vote dans les conseils municipaux est indispensable : ils permettent de forcer les majorités municipales et ainsi à mettre sur la place publique ce que de nombreux autres voudraient régler entre

« DÉPENSES »

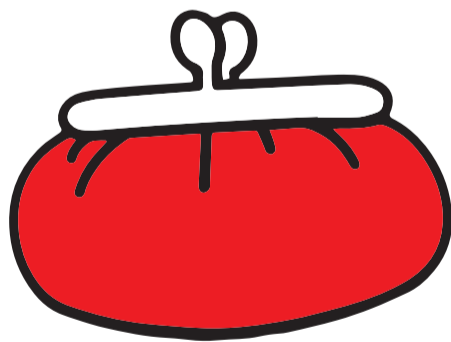
Concrétisation d'une politique

Les « dépenses » d'une collectivité territoriale sont la concrétisation de la façon dont elle assume sa mission vis-à-vis de la population. Au-delà des aspects techniques, « gestionnaires », souvent utilisés comme justification, les choix sont éminemment politiques.

Il s'agit tout d'abord d'assurer le fonctionnement des divers services : administratifs, techniques, cantines scolaires, etc. Les dépenses relatives à ces services relèvent, pour une part, du budget « fonctionnement » (salaires, électricité, chauffage, téléphone, frais divers...) et, pour une autre part, du budget « investissement » (bâtiments, équipements, véhicules, etc.). Les mairies mettent à disposition des associations des salles de réunion, de sport, de spectacle, des stades et leur versent des subventions de fonctionnement. Elles ont en charge l'entretien et le fonctionnement des écoles élémentaires, aussi bien publiques que privées sous contrat. Elles contribuent au financement des aides sociales par le biais de subventions aux CCAS (centre communal d'action sociale). Elles contribuent également au fonctionnement de divers organismes d'aide aux populations les plus précaires (formations, aide à la recherche d'emploi, etc.)... mais aussi des patrons, sous couvert de « politiques de l'emploi ».

De la réponse aux besoins des populations...

Au gré des diverses lois de décentralisation et autres réformes de l'État, les communes ont hérité de toute une série de « fonctions » nouvelles, à la charge de leurs finances. Dernière en date : la réforme Peillon sur les rythmes scolaires pour laquelle il faut fournir les locaux et prendre en charge le coût des séances d'animation proposées aux enfants. À tout cela s'ajoute le service de la dette : le remboursement des capitaux empruntés est prélevé sur le budget investissement, le paiement des intérêts ponctionne celui de fonctionnement... Cette énumération, qui n'a rien d'exhaustif, permet de mesurer comment, avec la crise qui touche les populations, répondre à leurs besoins exigerait des moyens financiers toujours plus importants. Or c'est l'inverse qui se produit. L'accentuation des politiques



d'austérité, sans parler des conséquences de l'endettement, est lourde de conséquences sociales.

... en passant par la casse des services publics

Outre les conséquences sur les associations, comment financer par exemple les grands projets urbains (transports en commun, grandes salles de spectacle, grands stades, complexes de loisirs...) qui, sans que leur utilité sociale soit réellement justifiée, sont censés entretenir le « prestige » des maires, attester de leur « vision de l'avenir » ? Alors que la crise des emprunts toxiques freine le recours à l'emprunt, les PPP (partenariat

public privé) ont pris la relève. Et l'on a pu récemment assister à la proposition de la concession d'une ligne de tramway, construction et exploitation, au privé (Bolloré), par le président de la communauté urbaine de Bordeaux...

Et comment réduire « les frais de personnel » ? Alors que les dépenses sont globalement gelées, le poids de la masse salariale (lié à la stabilité des effectifs et des évolutions de carrière du fait des statuts de la fonction publique territoriale) ne cesse d'augmenter relativement aux autres postes budgétaires. Dans les mairies de gauche, l'exécutif s'en excuse, vantant sa « maîtrise des frais de personnel » tandis que l'opposition de droite dénonce les « excès », soutenue par la Cour des comptes.

Et tout est fait pour y « remédier », du recours à la précarité à la casse des régies municipales, leur remplacement par des sociétés dont les salariés ont un statut privé, comme les sociétés d'économie mixte (SEM) ou des délégations de services publics au privé. À cela s'ajoute une aggravation continue des conditions de travail dans les services, poussant les personnels à la révolte, comme en attestent les grèves qui se déclenchent dans certaines mairies à quelques semaines de municipales : en s'étendant aux municipalités, les politiques d'austérité amènent avec elles la crise politique.

Daniel Minvielle

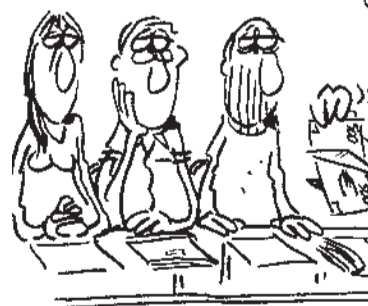
« RECETTES » Plus d'impôts pour les populations, moins pour les communes

Diverses ressources permettent aux communes de boucler leur budget : les dotations de l'État, la vente de terrains, les ressources fiscales. Les investissements sont financés par les emprunts (communauté de communes, département, Région) et les structures (communauté de communes, département, Région) et tel ou tel projet, ainsi que sur les économies qu'a pu réaliser

Après avoir été gelées pendant trois ans au nom des politiques d'austérité, les dotations de l'État aux collectivités locales ont été réduites de 1,5 milliard d'euros cette année. La même coupe est prévue pour l'année prochaine et pourrait même être doublée. C'est autant de moins pour les budgets de fonctionnement des mairies. En même temps, les transferts de fonctions de l'État sous couvert de décentralisation et de réforme de l'État sont loin de s'accompagner des budgets nécessaires à leur mise en œuvre.

Les taxes, pourquoi, comment ?

Face à cette évolution, éviter un recul drastique des dépenses ne peut généralement se faire qu'en augmentant les ressources tirées de la fiscalité locale, qui repose sur trois taxes. La taxe d'habitation est payée, sauf exonération, par tous les habitants. Son montant dépend d'une « base » établie par l'État, auquel s'applique un « taux » voté par le conseil municipal. Les



« bases » sont calculées sur des valeurs locatives théoriques qui défavorisent les habitants des communes populaires. Dans ces communes, où existe souvent un fort décalage entre les besoins à satisfaire et le potentiel fiscal, la taxe d'habitation atteint des sommets. La taxe foncière est payée par les propriétaires de terrains. Celle sur les propriétés bâties relève du même



populations: environnement immédiat (voirie, urbanisme, ent aussi de possibilités insuffisamment utilisées, faute rmettant de palier les insuffisances de la santé libérale. e faire d'illusions, la présence d'élus anticapitalistes nunicipales à débattre, à donner des informations, re eux.

ôts pour les our les entreprises

leur budget. Les dépenses de fonctionnement sont e biens appartenant à la commune ou de services payants, s par l'emprunt, des subventions accordées par diverses ion, État, Union européenne) sur demande du maire pour r la commune sur son fonctionnement.



type de calcul que la taxe d'habitation et peut atteindre des niveaux insupportables pour des familles possédant un appartement ou un petit pavillon (alors que des marges d'augmentation peuvent exister dans des centres villes, et surtout à Paris). Celle sur les propriétés non bâties concerne les exploitants agricoles. Son montant, relativement bas, est parfois très lourd pour les petites exploitations agricoles qui

ont du mal à vivre de leur travail. Par contre, son mode de calcul fait que les sommes payées au titre de la taxe foncière par des exploitations extrêmement rentables, comme les grands vignobles du Bordelais, par exemple, sont scandaleusement basses. Enfin, il existait une taxe s'adressant aux entreprises, la taxe professionnelle. À l'issue d'années de réforme, sous prétexte de favoriser la compétitivité des entreprises et d'introduire une équité entre elles, cette taxe a été remplacée par la CTE (contribution territoriale des entreprises). Au bilan, les sommes perçues par les communes et prélevées sur les profits ont diminué. Et en guise d'équité entre les entreprises, les nouveaux modes de calcul ont contribué à alourdir la contribution des petites entreprises et à diminuer celle des grandes... Du sommet de l'État aux conseils municipaux, la même logique d'aggravation des inégalités fiscales se transmet. L'évolution des ressources des communes en est une illustration concrète.
Daniel Minvielle



À Lormont, annulons la dette illégale et illégitime des emprunts toxiques!

Dans cette commune de Gironde, dirigée depuis toujours par une majorité socialiste et communiste, la question de la dette et des emprunts toxiques est centrale.

En tant qu'élue du NPA, j'ai posé le problème en conseil municipal suite aux révélations faites par *Libération*, en collaboration avec le Collectif CAC33 pour l'audit citoyen de la dette. 15 des 28 millions d'euros de la dette de Lormont sont constitués par des «*emprunts structurés ou toxiques*», c'est-à-dire des emprunts très risqués. Les premières années, le taux d'intérêt est fixe et peu élevé (autour de 4%), puis dans la deuxième période du prêt, le taux devient variable et va être calculé en fonction d'indices boursiers qui fluctuent au gré des spéculations financières. Nul n'est capable de dire quels seront les taux en 2014, leur année d'entrée en «*phase active*».

Pris dans les taux...

Lormont a trois prêts toxiques, contractés dans les années 2000 auprès de Dexia. Cette banque privée est issue d'un établissement public créé en 1966, la CAECL (Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales). La CAECL a été privatisée en 1987, sous la gauche, pour devenir le Crédit local de France qui sera introduit en Bourse en 1991, avant de se transformer en Dexia. Dexia a profité de son image d'«*héritière de la CAECL*» pour faire souscrire aux



acteurs publics locaux des prêts de plus en plus risqués, par une politique spéculative qui a amené cette banque à la faillite en 2012. Aujourd'hui, l'encours de prêts de Dexia y compris les 10 milliards d'euros d'encours très toxiques, ont été repris par la SFIL (Société de financement local), une structure publique créée à cet effet. Les taux de ces prêts structurés peuvent s'envoler n'importe quand. Le plus toxique des emprunts de Lormont a été fait auprès de Dexia en 2007 pour financer des travaux de Renouveau urbain. Son

taux d'intérêt est indexé sur... la parité euro-franc suisse! D'autres emprunts à taux variable, ainsi que les trois autres emprunts structurés de Lormont, dépendent d'indices comme «*l'Euribor*», basé sur les prêts interbancaires de la Zone euro et déterminé par... les banques elles-mêmes. Or, dernièrement, certaines de ces grandes banques viennent d'être assignées en justice pour avoir manipulé les taux qu'elles ont pour mission de déterminer. Ainsi, ce sont les ententes illicites et incontrôlables

entre banques privées et la spéculation effrénée sur les dettes publiques qui règlent la valeur des taux variables... Rien de rassurant!

Fruits pourris du tripatouillage financier

Si la ville paie ses dettes avec les intérêts, en 2040, elle aura déboursé presque le double de ce qu'elle avait comme capital emprunté en 2012. C'est déjà énorme. Mais si les taux des emprunts toxiques venaient à s'envoler, elle devrait rembourser bien davantage! Tout cela signifie moins de moyens pour la commune, ses employés et une dégradation des services publics rendus. Aujourd'hui, environ 200 collectivités ont assigné Dexia en justice, comme Lormont l'a finalement fait en 2013. Devant cette situation, le gouvernement a mis en place un fonds public d'aide aux communes victimes d'emprunts toxiques. Mais cette réponse n'est pas la bonne. L'argent public de la commune ou de l'État ne doit pas servir à rembourser cette dette produite pas les tripatouillages financiers, c'est aux banques de la prendre en charge en intégralité!

La question de la dette est une question de rapport de forces social. C'est pourquoi la liste que nous avons constituée avec le PG pour les prochaines municipales, *Contre l'austérité, pour une autre répartition des richesses*, exige l'annulation de ces dettes illégales et illégitimes, et la mise en place d'un monopole public bancaire. L'épargne et le crédit sont des biens communs qui ne doivent pas être laissés entre les mains des banques privées, mais confiés à un véritable service public bancaire, sous contrôle des syndicats et de la population.

Mónica Casanova, élue NPA à Lormont



Être au sein du conseil municipal le relais des luttes et des résistances aux politiques libérales

Entretien. Isabelle Ufferte est élue municipale à Pessac (3^e ville de Gironde) depuis 2001. Elle nous fait part de l'expérience d'une élue anticapitaliste sur les questions budgétaires.

Le budget d'une municipalité de 60000 habitants, comme Pessac, est une affaire complexe. Est-il possible, pour des élus n'appartenant pas à la majorité, de se faire une idée réellement précise des choix budgétaires et politiques de l'exécutif? Non, pas du tout: si les choix politiques sont eux malheureusement clairs, le détail des choix budgétaires est obscur. Politiquement, la gestion de la majorité municipale (PS, EELV, PCF) ne se distingue en rien de la gestion de villes de droite, qu'il s'agisse de délégations de service public, de grands travaux prestigieux ou d'opacité et d'absence de démocratie... C'est logique quand on sait qu'existe au sein de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB qui regroupe 27 communes), un accord de cogestion entre tous les élus, de l'UMP au PCF... C'est Chaban-Delmas qui en avait été l'initiateur en 1977, alors qu'il était président de la CUB, et cette cogestion a continué sous les présidents suivants, de droite (Juppé) comme de «*gauche*» (Rousset, Feltesse). Au-delà des grandes orientations simples à comprendre, le détail

des choix budgétaires est très obscur: combien d'argent public est consacré à telle ou telle action, qui bénéficie réellement de tel investissement, telle subvention, bien difficile de le savoir. A titre d'exemple: la municipalité où je suis élue a voté il y a quelques années une «*subvention*» à un opérateur HLM dans le cadre d'une restructuration du centre ville de 1,25 million d'euros. Quand nous avons essayé de comprendre à quoi était destinée une telle somme, on nous a donné des explications prétendument «*techniques*»... Dans les faits, cela a servi à financer dans la plus grande opacité l'installation d'un lycée catholique (en prenant en charge une partie du coût du terrain), alors que dans le même temps des classes fermaient dans le lycée public...

Comment des élus anticapitalistes peuvent-ils intervenir dans un tel contexte?

Pour cette affaire par exemple, c'est un élu Vert, scandalisé par l'opération, qui nous a vendu la mèche, un élu PCF nous a aussi discrètement renseignés. Mais malgré cela, nous avons été les

seuls à voter contre ce scandale et à le dénoncer publiquement! Sans nous, cela aurait été silence radio: les élus Verts et PCF se sont abstenus, acceptant de se soumettre à la «*discipline majoritaire*»... De manière générale, il est bien difficile de comprendre le détail des opérations sans relais sur le terrain. Les documents auxquels nous avons accès sont complexes, difficilement compréhensibles pour des non-initiés, mais derrière la froideur des chiffres et des colonnes, il y a des choix politiques aux conséquences bien concrètes pour la population. Et c'est avec elle que nous pouvons agir, en encourageant les habitants, les salariés, les associations à faire entendre leurs exigences. La vraie question est finalement celle de la démocratie, celle de la façon dont la population est associée aux choix budgétaires, et aujourd'hui elle ne l'est absolument pas. Ce n'est que quand elle s'organise, qu'elle se prend elle-même en main qu'elle peut peser sur ces choix. Et nous pensons que l'essentiel de notre travail est là: être au sein du conseil municipal le relais des luttes et des résistances aux politiques libérales.

Face à la contestation de certains de leurs choix, les exécutifs municipaux expliquent qu'ils sont contraints de «gérer» dans un cadre juridique et budgétaire qui leur est imposé. Comment agir face à cela?

Les contraintes sont de plus en plus grandes avec les coupes brutales dans les dotations de l'État, la baisse des budgets sociaux des conseils généraux... et la dette qui saigne les budgets de nombreuses collectivités locales. Une majorité anticapitaliste serait soumise aux mêmes contraintes, mais elle ferait appel à la population, à sa mobilisation pour refuser de s'y plier! Et si une commune entrain en résistance, cela aurait des conséquences immédiates sur les communes alentours, cela encouragerait tous ceux qui veulent résister. Il n'y a qu'à voir l'écho qu'a eu une expérience comme celle de Porto Alegre au Brésil ou qu'a aujourd'hui celle de Marinaleda en Andalousie! Mais même en étant minoritaires, on peut agir dans un conseil municipal. Justement en appelant la population à s'organiser, en utilisant notre présence pour y faire entendre la voix de ceux à qui on ne donne jamais la parole... et cela peut payer! De la même manière que des élus du personnel peuvent porter la parole des salariés dans les comités d'entreprises et les appeler à imposer leurs revendications, les élus anticapitalistes portent la voix des classes populaires, de l'intérêt général contre les intérêts particuliers de quelques-uns, et cela permet parfois que les choses ne se passent pas comme prévu. Notre petite expérience prouve qu'on peut être utile à cela!

Propos recueillis par un correspondant du NPA 33

RENAULT CLÉON

Après les suicides,
le travail en question

Il y a trois semaines, Emmanuel, employé à l'usinage des boîtes de vitesses, s'est pendu dans le bâtiment où il travaillait. À la différence de Cédric, qui lui aussi s'était pendu dans l'usine neuf mois plus tôt, il n'a pas laissé de lettre pour expliquer son geste.

Une lettre dans laquelle Cédric avait écrit : « Merci Renault, merci de ces années de pression, chantage au travail de nuit... Où le droit de grève n'existe pas, ne pas protester sinon gare... ». Mais parce que ce suicide s'est une fois de plus produit sur le lieu de travail, c'est évidemment le travail, son organisation et tout ce qui la détermine qui est forcément mis en cause. Et c'est pour refuser la banalisation d'un acte aussi grave, alors que d'autres salariés sont en situation de grande souffrance, que 400 travailleurs, sur les 3800 que compte cette usine, ont tenu à cesser le travail durant 45 minutes mardi 11 février. Un arrêt de travail d'autant plus important que l'encadrement avait laissé le travail se poursuivre normalement la nuit où le corps avait été retrouvé pendu à une corde, dans le déni complet de la gravité du drame.

Refuser de subir

Aujourd'hui, même l'enquête réalisée à la demande de la direction par le cabinet Technologia suite au suicide d'avril dernier, met en cause « une tension croissante sur le travail en production depuis quelques années », dans un contexte « d'effacement progressif du registre de convivialité collective ». Et son aggravation suite à une signature de l'accord de compétitivité en mars 2013, qui a introduit un « sentiment de déni des luttes sociales des générations passées », avec les 21 jours de congé volés aux salariés en 2 x 8 ou les 17 jours volés à l'équipe de nuit.

Mais fin décembre, dans un « Média » distribué à l'ensemble du personnel, la direction n'avait retenu que le fait que « 67% des répondants affirment être fier de travailler pour Renault Cléon » ou encore que 51% des salariés se soient déclarés « plutôt satisfaits ou tout à fait satisfaits de l'organisation et des conditions de travail à Cléon » !

À l'évidence, la direction est incapable d'imaginer toute remise en cause de son organisation du travail, parce qu'il lui faudrait alors abandonner sa course folle à la compétitivité. Pour prévenir d'autres suicides, c'est bien aux travailleurs qu'il va revenir de reconstruire un rapport de forces pour refuser de continuer à subir les choix de la direction, en s'opposant le plus collectivement possible à tout ce qui dégrade de les conditions de travail et démantèle les collectifs de travail.

Correspondant

« Melisa est morte de l'avancée
nette du racisme anti-Rom, d'avoir
habité dans un bidonville »

Entretien. Âgée de 7 ans, Melisa est morte mercredi 12 février dans l'incendie d'un camp roms sur le terrain des Coquetiers à Bobigny (93). Véronique Decker est directrice de l'école où était scolarisée Melisa.

Tu es directrice d'une école qui scolarise beaucoup d'enfants Roms, dont Melisa. On dit pourtant que les populations Roms ne fréquentent pas l'école...

Ce qui empêche en premier les Roms de fréquenter l'école, c'est le refus d'y inscrire les enfants qui est organisé par les administrations qui ont en charge cette question. La justification qui est donnée, c'est que les familles n'ont pas d'adresse et donc n'appartiennent pas à la commune, au département... Mais s'ils n'ont pas d'adresse, c'est parce que les CCAS refusent de les domicilier dans l'immense majorité des communes. Bref, il n'y a pas de médiation pour l'accès à l'école, mais bien au contraire, un empilement d'obstacles presque infranchissables.

Avec les enfants de l'école, nous avons fait deux films en 2013 pour expliquer la situation et montrer qu'il est possible de surmonter les difficultés avec une mobilisation constante des militants de terrain. On peut trouver ces petits films sur internet en cherchant « roms Bobigny école ». Le premier s'appelle *Scolarité obligatoire*. Sous l'onglet « info » du second film *Scolarisation : mode d'emploi*, il y a un texte qui explique les obstacles et les combats à mener. L'inscription à l'école, ce n'est pas que la possibilité d'apprendre à lire et à écrire : c'est l'inscription dans l'enfance ordinaire, mais nous avons aussi travaillé sur l'inscription au centre de quartier, aux activités sportives, à tout ce qui permet aux enfants Roms de se faire des amis de leur âge dans la ville.

Tu as dit dans une interview que Melisa n'est pas morte d'un incendie, mais de la misère...

Elle est morte de l'avancée nette du racisme anti-Rom, non seulement dans l'ensemble de la droite (mais là, nous étions habitués...) mais dans l'ensemble de la gauche. La majorité des municipalités de gauche ont refusé la scolarisation, la domiciliation, la prise en charge par des assistantes sociales... Les gouvernements de droite et de gauche ont organisé des expulsions sans solution de logement, et Guéant comme Valls se sont



Mélisa le 27 août 2013, jour de l'expulsion du terrain. DR

vantés de leurs « résultats ». Jeter à la rue en plein hiver des familles d'êtres humains rapporte des voix, semblerait-il... C'est la perte des valeurs du militantisme de terrain, par une « gauche » qui ne connaît plus la banlieue que de loin ou qui ne voit pas que tenir la main du racisme pollue la pensée. Melisa est morte d'avoir habité dans un bidonville, pour lequel le collectif de soutien demande depuis des années des solutions, des négociations, l'accès à l'eau, à l'électricité... Nous venions seulement d'obtenir deux toilettes pour 200 habitants.

Dimanche 16 février a eu lieu à Bobigny une « marche blanche » pour Melisa. Peux-tu nous raconter ?

C'est le collectif qui l'a organisée, avec l'aide de la mairie qui a imprimé les tracts d'appel. Les enseignants ont fait la banderole, la collecte, les parents d'élèves et le collectif ont aidé à la distribution des tracts. Beaucoup de familles de la ville (Roms ou non) sont venues,

beaucoup de militants des associations qui soutiennent les Roms aussi.

La marche a montré qu'il n'y a pas deux peuples : les Roms et les autres. Il y a une misère qui frappe les plus faibles, et qui nous guette tous. Or, la France est un pays riche, elle devrait avoir éradiqué la misère sur son territoire.

La maire vient d'annoncer un rendez-vous avec Cécile Duflot, ministre du Logement. Le collectif avait demandé depuis bien longtemps ces rencontres, afin de parler de la situation de tous les Roms et pas seulement de ceux du terrain des Coquetiers. Il y a trois terrains à Bobigny, et des dizaines dans le 93. Nous n'accepterons pas une opération de communication qui relogerait quelques dizaines sans réfléchir à l'ensemble de la situation de mal-logement. Actuellement, le 115 admet n'offrir d'hébergement qu'à moins de la moitié des appels... Chaque nuit, ici, des femmes et des enfants dorment à la rue.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

HÔPITAL TENON (75) « Il faut embaucher ! »

Le personnel du service de médecine interne de l'hôpital Tenon, un établissement de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP), est en grève depuis le 4 février, avec le soutien de la CGT et de SUD.

La direction refuse d'y affecter des effectifs supplémentaires stables... sous prétexte que c'est la même chose ailleurs. C'est bien vrai et la grève pourrait bien s'étendre, le service d'oncologie a déposé un préavis.

« Nouvelle catastrophe sanitaire »

Par une lettre ouverte aux usagers, les grévistes ont informé la population : « Comment en est-on arrivé à une situation de sous-effectif ? La direction a supprimé plusieurs postes d'infirmières et d'aides-soignantes depuis 2009.

Aucune journée de travail n'est assurée sans du personnel en CDD, intérimaire ou étudiant. L'équipe permanente étant en nombre insuffisant, les patients hospitalisés n'ont jamais les mêmes personnes s'occupant d'eux, les déstabilisant. Cette situation induit des manques dans la prise en charge : nous voulons prodiguer des soins de confort à chaque fois que cela est nécessaire (bain de bouche, rasage, aide à la marche, éducation...). Nous ne voulons pas être seuls pour faire une toilette. Nous voulons accompagner les personnes en fin de vie dans le respect

et la dignité de chacun. Le nombre de personne étant insuffisant, les relations avec les familles sont fugaces par manque de temps. (...) Infirmier, comme aide-soignant, c'est la même impression de frustration de ne pas accomplir son travail, de travailler dans l'urgence en permanence.

Nous refusons d'être complices de la nouvelle catastrophe sanitaire qui s'annonce. À l'hôpital, les besoins sont connus et vitaux, pour maintenir le service public de santé à la hauteur des tâches qui lui incombent, il faut embaucher ! »

Les grévistes restent déterminés. Martin Hirsch, le directeur de l'AP-HP, et Najat Vallaud-Belkacem, la ministre du Droit des femmes, devaient inaugurer le centre d'interruption volontaire de grossesse de l'hôpital. Ils ont préféré annuler leur visite.

Correspondant

ÉDUCATION NATIONALE

La mobilisation s'amplifie
en région parisienne

Jeudi 13 février, les enseignantEs du second degré étaient en grève contre les faibles moyens qui leur sont une fois de plus alloués cette année. Les collèges du 93 étaient particulièrement mobilisés (40% de grévistes dans le département), à l'instar de ceux du 92 qui sont depuis un mois déjà en mouvement.

La réforme des ZEP mise en place par Peillon a mis le feu aux poudres. En Seine-Saint-Denis, sur 64 réseaux (collège + écoles des alentours) d'éducation prioritaire, seuls six (il y en aura 14 de plus l'année prochaine) seront concernés par la nouvelle classification REP+ et aucun dans les Hauts-de-Seine. Les lycées sont exclus de ce nouveau dispositif. Les

enseignantEs, à qui on avait annoncé à grands renforts de communication une réforme ambitieuse de l'éducation prioritaire, se sont rendu compte qu'il s'agit en réalité de « donner moins à ceux qui ont déjà moins »...

Après les vacances, ça continue !

Dans un contexte d'austérité, la réforme se fait à budget constant, les

ÉCOLOGIE

Hollande n'en finit pas de reculer!

Alors que la crise climatique impose de s'engager sans tarder sur la voie de la sobriété énergétique, des économies d'énergie et de la réduction de la dépendance aux énergies fossiles, le gouvernement PS-EÉLV a reporté le vote de la loi de programmation sur la transition énergétique, bafouant ainsi les engagements pris en 2012, les mois de discussions et le rapport qui n'était pourtant qu'une synthèse des débats.

Une loi ajournée donc, et aucune date de conseil des ministres n'est fixée. Ce désengagement se nourrit et alimente d'autres reculs.

Nucléaire

Ainsi, l'objectif de réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité risque d'être repoussé à 2028. De même, l'éventuel remplacement de centrales actuelles par des EPR dits de 3^e et 4^e génération montre la volonté du gouvernement de poursuivre la filière nucléaire ainsi confirmée. D'autant que la loi sur la transition énergétique est repoussée.

Gaz de schiste

L'offensive reprend de plus belle avec le retour en force de l'illusion d'une « exploitation propre » grâce à l'heptafluoropropane (dérivé fluoré non inflammable du propane) qui permettrait d'utiliser peu d'eau et de produits chimiques. Mirage total propagé par Montebourg et Fabius qui, au passage, est un des trois ministres organisateurs de la conférence sur le climat à Paris en 2015. Ça promet! Encore en phase d'expérimentation, la fracturation à l'heptafluoropropane est la solution que Montebourg défend pour exploiter en France les gaz et pétrole de schiste, selon le *Canard Enchaîné* du 29 janvier. Le potentiel de cette technique reste à démontrer. Comme le propane, il est « onéreux » ce qui pourrait rendre l'exploitation non rentable. Il n'est pas non plus sans danger pour le climat, puisqu'en raison du fluor contenu, il compte déjà pour 0,05% des émissions totales de gaz à effet de serre.

OGM

La commission européenne est sur le point d'accorder le permis de culture du maïs transgénique de Pioneer (TC 1507), alors même qu'une majorité d'États (19 sur 28) ont voté contre cette autorisation le 11 février. Même si Martin et 11 autres ministres européens de l'écologie ont écrit à la commission de ne pas donner cette autorisation, on imagine déjà comment la commission, qui tient avant tout à donner des gages de bonne conduite dans le cadre du traité de libre-échange entre les États-Unis et l'Europe (TAFTA), va traiter leur demande... Que fera le Parlement français bientôt en vacances à cause des municipales? Que fera

le gouvernement PS-EÉLV si la commission européenne passe en force?

Marche arrière toute!

Quand la marche arrière est enclenchée, pourquoi freiner? Pour donner vie à ses convictions écologiques? Rien que de l'écrire, ça fait rire! Pour respecter l'accord électoral passé avec EÉLV? Pourquoi Hollande respecterait-il davantage les engagements de cet accord que les promesses faites pendant la campagne

présidentielle? On se souvient comment la finance, cette tueuse d'emplois insatiable et invisible, allait souffrir et rendre gorge grâce à l'implacable gouvernance socialiste. On connaît aujourd'hui le résultat: les patrons sont gavés à coups de millions pris dans la poche des salariéEs et sur les budgets publics. Comment être étonné ou choqué par ces reculs attendus sur le terrain de l'écologie?

CorrespondantEs commission nationale écologie

COUR DES COMPTES

Contre les « petits », en faveur des « gros »

La Cour des comptes est un organisme chargé de vérifier les comptes de l'État, des administrations et de divers organismes. Il s'agit de débusquer les irrégularités. De cette mission, la Cour s'acquitte plus ou moins bien...

Son rapport annuel relève traditionnellement un certain nombre de turpitudes, mais d'autres travaux demeurent secrets. C'est, par exemple, le cas de deux rapports consacrés à des organismes de logement social et relevant diverses irrégularités. Il en est de même pour un rapport consacré à l'affaire Tapie (l'arbitrage scandaleux qui lui a permis de percevoir 400 millions d'euros de l'État). La grande affaire de la Cour, c'est désormais de se mêler de la définition de la politique économique et sociale, en mettant en avant les recettes néolibérales et austéritaires. Cette évolution s'est faite dans le cadre d'un consensus PS-droite, et c'est Sarkozy qui a nommé l'actuel président, le « socialiste » Didier Migaud. Les rapports de la Cour sur le budget et la Sécurité sociale recèlent désormais des rappels incessants à la nécessité de baisser les dépenses et de ne pas augmenter les impôts. Quant au reste de ses travaux publiés, trop souvent il s'agit de taper sur des bénéfices limités profitant à des « petits ».

Cheminots et chômeurs dans le collimateur

Le rapport publié en février s'attaque aux billets gratuits ou à tarif réduit dont bénéficient les cheminots. Comme le fait remarquer le syndicat Sud-rail: « *La Cour des comptes "oublie" que ces facilités de circulation sont, depuis la création de la SNCF en 1938, partie intégrante du contrat de travail. Elle "oublie" de dire que les patrons de la SNCF justifient les bas salaires et faibles pensions de nombreux cheminot-es par l'existence de ces facilités de circulation.* » et Sud-rail ajoute: « *Le Président de la Cour des comptes a été député durant 12 ans, questeur de l'Assemblée nationale durant 5 ans: il n'a jamais protesté contre les facilités de circulation des parlementaires, plus importantes que celles de la majorité des cheminotEs!* »

Autre attaque, les fraudes aux allocations de Pôle emploi qui seraient de 73 millions d'euros au total. La Cour demande de renforcer les contrôles et les pouvoirs de sanction de Pôle emploi. Rappelons tout de même que, pour la seule année 2012, ce sont 32 milliards d'euros qui ont été versés au titre des allocations chômage. Et que 73 millions d'euros, c'est aussi une goutte d'eau par rapport aux différentes formes d'évasion et de fraude fiscale qui représenteraient de 60 à 80 milliards d'euros par an selon Solidaires Finances publiques...

Henri Wilno

EDF

Vent de colère dans les centrales



La grève à Vitry. DR

Fin janvier, c'est de l'ouest que le vent de contestation est parti: Le Havre, Nantes Cordemais (production stoppée à partir du 21 janvier), avant de gagner par rafales Vitry et Porcheville en région parisienne, puis Aramon près d'Avignon et Bouchain dans le Nord...

Le ras-le-bol couvait depuis des mois et les salariéEs s'engouffrent dans l'action avec détermination, avec parmi eux de nombreux jeunes. Les revendications sont différentes selon les sites: des effectifs pour l'unité charbon du Havre (qui a déjà subi la fermeture de deux groupes de production), inquiétudes pour les centrales qui doivent fermer d'ici 2015 (Vitry et Bouchain...), crainte d'arrêt total 6 mois par an pour les centrales fioul (Porcheville, Aramon, Cordemais). À cela s'ajoute le mécontentement sur les salaires: 2014 s'annonce comme la énième année consécutive avec un taux inférieur à l'inflation, alors que les bénéfices de EDF sont en hausse.

Partout la même détermination

Avec la CGT, les grévistes exigent l'ouverture de négociations sur l'emploi, les rémunérations, et la reconnaissance de leur travail, ainsi que sur les mesures d'accompagnement pour les sites qui vont fermer. Chez les jeunes, c'est le coût des loyers qui cristallise le mécontentement: ils revendiquent des aides complémentaires.

Débrayages quotidiens, piquets de grève, arrêts puis blocages de la production pendant trois semaines au Havre et à Cordemais, refus de démarrer les chaudières à Porcheville, grève totale à Vitry... Le 11 février, près de 200 manifestantEs, rassemblés devant le siège de la division production thermique à Saint-Denis, ont investi le hall aux cris de « *il faut payer!* ».

La Direction a d'abord joué le pourrissement et multiplié menaces et provocations. Elle a dû ensuite rencontrer une délégation CGT. Même si les réponses aux revendications restent partielles, elle a été mise en difficulté. Cette lutte, comme d'autres, est révélatrice d'une disponibilité à résister. L'extension et la coordination sont à l'ordre du jour, vers un mouvement d'ensemble contre la politique du gouvernement et du Medef.

Correspondants

moyens donnés aux REP+ sont pris sur ceux des ZEP. Plus de 2000 personnes ont donc manifesté jeudi dernier sous les fenêtres du ministère. Une AG des établissements grévistes s'est tenue dans la foulée et s'est majoritairement prononcée pour reconduire la grève dès le 4 mars (fin des congés de la zone C), appel relayé par l'intersyndicale des 3 académies de la région parisienne. La mobilisation est donc appelée à s'amplifier dès la rentrée autour de la question des moyens. Un mot d'ordre susceptible de rallier le primaire également durement frappé par les mesures gouvernementales, et qui s'est déjà mobilisé sur la question des rythmes scolaires. De façon similaire au second degré, la majorité des écoles ZEP devront se serrer davantage la ceinture pendant que le dispositif REP+ sera mis en place sur 10% des écoles ZEP environ. Autre facteur de convergence, la question des statuts qui s'est invitée dans les débats des grévistes.

Le statut attaqué

La veille de la grève du 13, on apprenait que le gouvernement était parvenu à un accord concernant le statut des enseignants du secondaire, avec plusieurs syndicats dont le SNES. Pourtant, la dernière mouture du projet Peillon, rejetée par les enseignants en décembre, garde les mêmes fondements: intégrer dans le service toute une série de « missions » actuellement facultatives, qui s'exerceront de fait dans le cadre de l'annualisation et seront définies à l'échelon local. La disparition des décrets de 1950, à la base du statut, ferait voler en éclats l'ensemble des verrous qui permettaient aux enseignants de résister aux contre-réformes (lois Fillon et Peillon notamment): désormais leur liberté pédagogique serait encadrée par le projet d'établissement, le caractère disciplinaire des enseignements serait ouvertement remis en question. Dans la continuité de sa politique (rythmes scolaires, formation professionnelle), le nouveau décret préparé par le gouvernement pour le 27 mars,

cible le cadre national de l'enseignement et ouvre la voie à une définition locale des services. Toutes sortes d'attaques (et d'importantes économies) seraient alors rendues possibles.

Exercer notre pression

Au contraire de ce que fait le gouvernement, ce qu'il faut pour répondre aux difficultés rencontrées par les enseignants pour garantir une éducation de qualité pour toutes et tous, c'est diminuer le temps de travail et le nombre d'élèves par classe, augmenter les salaires, titulariser tous les personnels et garantir le cadre national des statuts. Il s'agit de convaincre nos collègues et nos camarades militants syndicaux que la lutte pour les moyens est liée à la défense du statut et qu'il faut exercer notre pression commune sur la direction des syndicats, de la FSU en particulier qui participe aux concertations autour du « Pacte de responsabilité », pour l'amener à rompre avec le gouvernement.

Camille Jouve

Les postiers du 92 toujours en grève...



Rueil, La Garenne-Colombes, Bois-Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, CTED de Colombes, Asnières, Boulogne... La grève des postiers est en train de s'étendre sur le 92, et même dans le 78: les facteurs de Carrières-sur-Seine et Montesson, soutenus pas la Fapt-Cgt 78, ont rejoint leurs collègues des Hauts-de-Seine dans la grève reconductible. Et cela malgré la

répression qui s'accroît, avec deux entretiens préalables au licenciement visant les représentants départementaux de Sud Poste 92.

Pour les aider, envoyez vos chèques à: Sud Poste 92, 51 rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne-Colombes (à l'ordre de Sud Poste 92, mention « solidarité grévistes » au dos des chèques)



Les comités en action!

Dijon (21) Pour un anticapitalisme écosocialiste!

Le jeudi 6 février, Christine Poupin est venue présenter lors d'une réunion la diversité des expériences des participantEs de la rencontre écosocialiste de Genève. Elle a souligné à quel point crise sociale et écologique sont liées. C'est par exemple ce que montrent les luttes des paysans en Andalousie, les conséquences de la pauvreté en Grèce, où le prix exorbitant du chauffage aboutit à couper les forêts et à une pollution dramatique. La présentation de l'analyse écoféministe, mettant en relief le « travail invisible » dans la sphère privée et son rôle comme un des piliers du capitalisme, a particulièrement été appréciée. À propos de l'accès à l'eau a été posée la question du contrôle des ressources, et du niveau de décision qui dépasse les frontières. Est également revenue la question de l'emploi et des reconversions qui exigent de débattre des productions nécessaires, alors que les partis institutionnels parlent de croissance en ne voyant que les profits. Christine a souligné la différence d'approche entre notre projet autogestionnaire et un plan de transition écosocialiste marqué par l'étatisme, tel que celui du Parti de gauche. Comme la lutte de Marinaleda dans l'État espagnol, Notre-Dame-des-Landes est emblématique: contre un partenariat public privé, la destruction de terres agricoles et de la biodiversité, mais aussi comme convergence de mouvements. L'appel pour un « week-end de révolte de gauche » était la conclusion logique de ce débat.

Montpellier (34) Inauguration réussie du local du NPA avec Philippe Poutou.

On avait un tout nouveau local et on comptait le faire savoir... Les camarades s'étaient affairés pour faire de ce samedi 8 février un beau moment! Dès 14 h, Philippe a participé au rassemblement de 300 personnes en soutien à la LGP (Lesbian et gay pride) contre les discriminations et contre le recul du gouvernement sur la loi famille. Plus tard, une centaine de personnes ont participé à l'inauguration. Une soirée chaleureuse, politique et festive. Associatifs, « politiques », syndicalistes, salariéEs ont d'abord échangé autour d'un apéro (Sortir du nucléaire, Montpellier 4020, PG, PCF, JC, FASE, CGA, AL, Solidaires Étudiants). Les Sanofi étaient présents ainsi que les Haribo venus d'Uzès en voisin. Ensuite Philippe a dressé un état de la situation politique: offensive des réacs et des fachos, gouvernement « de gauche » qui enchaîne les mesures de régression sociale, récent appel du NPA... Et faire entendre une autre voix, radicale et anticapitaliste, qui passe aussi par notre présence aux prochaines élections. Sandrine de Sanofi a rappelé leur lutte contre le plan de licenciements massifs. Puis Thomas Balenghien, tête de liste « Montpellier sociale, écologiste et solidaire » a présenté les axes de notre campagne: le logement, le retour en régie publique de l'eau, les transports gratuits... En conclusion, Thomas a lancé un appel à rejoindre la liste car il nous manque encore des noms! La soirée s'est prolongée autour d'un buffet et du son bossa jazz de la musique de Coda Trio. Une belle inauguration, avec un NPA 34 bien dynamique!

Clermont-Ferrand (63) Christine Poupin en réunion publique. Les comités du NPA du Puy-de-Dôme (Issoire, Riom et Clermont-Ferrand) ont tenu le vendredi 14 février une réunion-débat avec Christine Poupin: « pour venir à bout du capitalisme, organisons-nous! » Une trentaine de personnes présentes dont une grande majorité de militantEs, quelques sympathisantEs et deux camarades de LO. Après la présentation générale faite par Patrick, l'intervention de Sandrine Clavières (conseillère municipale) a abordé la situation locale: la lutte des sans papiers pour obtenir un logement décent, la création du collectif de lutte contre l'extrême droite sur le Puy-de-Dôme, les différentes luttes (inspection du travail, SNCF...) et la politique antisociale menée par Michelin. Revenant sur la situation politique nationale et internationale, Christine Poupin a présenté la perspective d'un week-end de révolte à gauche, afin de lutter et reprendre la rue à l'extrême droite. Elle a aussi évoqué notre campagne financière et son importance, pour aider le NPA à être présent dans toutes les échéances, sociales comme électorales. Un débat intéressant a eu lieu: quel projet de société voulu par le NPA, comment y arriver, comment réussir à développer les luttes?



Chroniques municipales

Dans le Val-de-Marne, sur les terres du PCF

C'est un département de la petite couronne parisienne, avec une banlieue ouvrière en voie de « boboisation », encore largement à gauche, et des communes bourgeoises autour du bois de Vincennes, et rurales ancrées à droite dans le sud du département...

Le 94 est le dernier grand bastion du PCF: 8500 adhérentEs, la présidence du conseil général (17 éluEs sur 49), 12 mairies (sur 47 communes), 3 conseillers régionaux, 2 sénateurs, mais il a perdu son dernier député en 2012. Comme d'habitude, PCF et PS partent unis au 1^{er} tour dans la grande majorité des villes, surtout celles qu'ils dirigent: il y a actuellement 3 dissidences socialistes officielles contre des maires PCF... et aucune communiste contre des maires PS. La fédération du PCF a dû exercer de fortes pressions sur certains militants qui ne se « voyaient » pas sur une même liste que le PS. EELV espère, lui, conserver Arcueil. Inutile de préciser que toutes ces listes de gauche critiquent de façon très modérée la politique du gouvernement. La droite espère gagner quelques villes, en profitant du discrédit du gouvernement et de l'usure de certaines mairies PCF. Le FN vise la présentation de 10 listes (contre 2 en 2008). Lutte ouvrière (qui a eu 6 élus en 2008, dont 4 sur des listes communes avec le PCF dès le 1^{er} tour) part en solo, de même que le Parti ouvrier indépendant (8 listes en 2008).

Présent dans 3 ou 4 villes

En 2008, la LCR avait présenté 7 listes « 100 % à gauche » (7,8 % à Ivry-sur-Seine, 7,1 % à Choisy-le-Roi, etc.), était présente sur 3 listes unitaires, et avait obtenu 4 élus. En 2014, la situation politique est plus difficile et le NPA se relève doucement de la crise qu'il a traversée. À Créteil, principale ville du département (90 000 habitants), le PCF se présente avec le député-maire PS. Le NPA a proposé la constitution d'une liste d'opposition de gauche, que LO, le PG et Ensemble ont pris la lourde responsabilité de décliner. À Ivry-sur-Seine (58 000 habitants), nous montons une liste NPA avec notre conseiller municipal Serge Aberdam, mais la rivalité désormais

officielle entre le maire PCF et le PS local polarise les esprits et ne nous facilite pas la tâche. À Alfortville (45 000 habitants), le PCF sera sur sur la liste du sénateur-maire PS, « bras droit » de Valls, qui a déclaré: « Que les communistes acceptent de soutenir le maire sortant, qui est un proche de Manuel Valls, c'est un symbole ». Le NPA participe avec le PG et la GA à la liste « Osons l'autre gauche »

(avec une tête de liste du Parti de gauche). À Vitry-sur-Seine (86 000 habitants), le maire PCF part avec le PS. Le NPA est partie prenante de la liste « À Gauche Vraiment », avec une partie du PG, dont son conseiller municipal adjoint au maire qui sera tête de liste. La direction nationale du PG leur a interdit d'utiliser le logo et même de revendiquer leur appartenance

au PG, puisqu'ils sont sur une liste concurrente à celle du maire PCF. L'autre partie du PG et la GA font donc l'impasse sur ces municipales. Enfin, à Choisy-le-Roi (41 000 habitants), une liste « À gauche toute » se constitue en opposition à la politique du gouvernement et en rupture avec la majorité municipale PCF-PS, autour d'élus PCF et du NPA. À suivre.

Correspondant

Campagne financière



L'appel de Ken Loach

Pour relancer la campagne financière, marquer les esprits et faire entendre qu'en 2014, le NPA ne lâche toujours rien, Ken Loach mouille sa chemise.

Le grand réalisateur de *Land and Freedom* ou de *Le vent se lève* exprime sa solidarité avec le NPA dans un clip visible sur notre site¹. En voici la transcription.

« Je suis heureux d'envoyer un message de soutien au NPA, à ses militants. Je pense que nous sommes à un moment où nous avons besoin que s'exprime une voix puissante

à gauche. Les programmes d'austérité entraînent partout pauvreté et souffrance pour des centaines de milliers de familles. Dans notre pays, nous voyons également beaucoup d'attaques, le chômage de masse, des attaques contre les plus pauvres et les plus vulnérables, et nous nous battons ici pour que s'exprime une voix à gauche, une voix basée sur une analyse qui identifie le capitalisme comme la cause de ces problèmes.

Pour que cette voix soit efficace, elle a besoin de soutien, de soutien financier, et j'espère que le NPA réussira à collecter les sommes nécessaires pour que cette voix soit portée haut et fort, pour que nos positions à gauche soient renforcées car nous en avons besoin. »

Ken Loach

Pour plus d'informations, pour nous aider: <http://npa2009.org/souscription>

Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable. Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité

et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développent les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annoncent de nouvelles menaces de guerres contre les peuples. Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service,

pour construire un socialisme du 21^e siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». **Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecrire@npa2009.org**

Mobilisation

Je marche pour la culture

La politique d'austérité appliquée par le gouvernement fragilise un grand nombre de secteurs. Comme la santé, l'éducation ou l'industrie, la culture est touchée de plein fouet. Pour la deuxième année consécutive, son budget connaît une baisse significative (plus de 2%) qui se répercute directement sur la qualité et le nombre de projets menés, tant dans le domaine artistique que dans le domaine socio-culturel.



Lundi 10 février à Paris. DR

À cela il faut ajouter la récente loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dont l'une des conséquences pourrait être le désengagement de l'État en matière culturelle, via le démantèlement des DRAC (Direction régionale des affaires culturelles). Cela se ferait au profit

des collectivités territoriales et notamment des métropoles, tel que le prévoit, par exemple, le projet Lyon Métropole porté par le maire socialiste Gérard Collomb. Outre les instrumentalisation de la culture à des fins électorales ou politiciennes, c'est la solidarité et l'égalité entre les territoires qui se trouvent directement menacées, avec

cette délégation de compétences et la mise en concurrence des différentes métropoles.

Enfin, la renégociation des annexes 8 et 10 du code de l'assurance chômage (relatives aux intermittentEs du spectacle) ne tranquillise pas la profession. Les propositions émises à ce sujet par le Sénat promettent une précarisation encore accrue de ces métiers et témoignent d'une profonde incompréhension de leur spécificité.

Des revendications en lien avec notre projet

C'est dans ce cadre qu'un certain nombre de syndicats du secteur ont appelé, lundi 10 février, dans 13 villes de France, à une marche pour la culture. À Lyon, une assemblée générale a réuni 150 personnes dans l'amphithéâtre de l'Opéra. Outre l'analyse du contexte, ont été rappelées les différentes menaces en embuscade : disparition des scènes découvertes (dispositif spécifique à la ville de Lyon : réseau de petites scènes « tremplin » pour les jeunes compagnies), disparition des DRAC et recours de plus en plus récurrent à des fonds privés (mécénat), transformation des structures artistiques et culturelles en

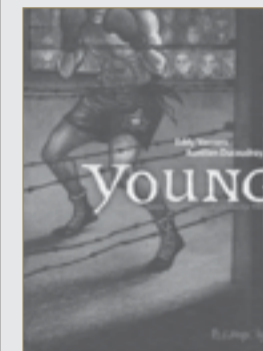
EPCC (établissement public de coopération culturelle) ou en établissements directement gérés par une collectivité territoriale... Avant de partir en marche jusqu'au siège du Parti socialiste où une délégation a été reçue, a été votée la création d'un Comité de liaison, pour faire le lien nationalement et centraliser les initiatives locales. Une seconde journée d'action est d'ores et déjà fixée au 12 mars prochain.

Dans cette lutte, le NPA a un rôle important à jouer : mettre en perspective afin d'éviter les replis corporatistes, regarder ces problèmes spécifiques comme résultant également de la crise et des politiques d'austérité menées par le gouvernement, et articuler ces revendications avec notre projet anticapitaliste. Réunie à Lyon les 18 et 19 janvier dernier, la commission culture du NPA a mené une discussion sur ces sujets et sur notre nécessaire présence dans ces luttes. Il nous incombe, dans nos interventions, de ne pas en rester à la seule question immédiate, mais bien de poser la baisse du temps de travail et l'éradication de la précarité comme condition *sine qua non* à la mise en place d'une réelle politique culturelle. **Samaël Steiner**

BD

Young: Tunis 1911 – Auschwitz 1945, Eddy Vaccaro, Aurélien Ducoudray, Futuropolis, 2013, 20 euros.

Après l'excellent *Championzé* consacré au boxeur sénégalais Battling Siki, qui remporta le titre de champion du monde contre Carpentier en 1921, les deux sparring-partner de la bande dessinée remettent leur titre en jeu avec l'histoire de Victor Perez, juif tunisien devenu champion du monde poids mouche en 1931 à Paris.



Commençant à la salle Joe Guez au club pugilistique de Tunis, il s'embarqua pour Paris où ce fut la gloire, une romance avec une actrice, avant son arrestation et sa déportation. Signe du destin, en 1938, il perdit son match en Allemagne contre Weiss lors de la Nuit de Cristal. Le montage chronologique de sa vie intercale, avec une frayeur calculée, les épisodes de sa vie heureuse et les images de sa survie comme boxeur dans les camps. À Monowitz, il survécut comme bien d'autres en boxant pour les nazis. Si dans la boxe il y a des règles, à Auschwitz celles-ci sont un pari sur la vie. **Christophe Goby**

Essai

Une forêt cachée, 156 portraits d'écrivains oubliés, Éric Dussert

La Table ronde, 2013, 20,60 euros.

À travers ces 156 portraits d'écrivains oubliés, rassemblant vingt ans de ses chroniques au *Matricule des Anges*, Éric Dussert s'attache à sortir de l'anonymat « tout un monde de mendiants et d'orgueilleux », malchanceux ou malhabiles, pauvres et rentiers, savants et incultes, romanciers non réédités, directeurs de revue ou traducteurs, révolutionnaires, morts au front ou suicidés, qui redessinent, du XVI^e au XXI^e, un paysage littéraire « démocratique et sans hiérarchie ». Réhabilitant les auteurs de genres alors mineurs, l'œuvre d'ouvriers, cette « contre-histoire » culturelle s'inscrit dans une filiation qui remonte à Nodier, Monselet et ses *Oubliés et dédaignés*, Jules Vallès et ses *Réfractaires*, et évoque les figures rencontrées dans *La Nuit des prolétaires* de Jacques Rancière. Parmi les figures attachantes de ce « dictionnaire des ombres », outre le célèbre théoricien anarchiste du sabotage Émile Pouget, on croise Adolphe Vard (1832-1908), « grasse-wagon » auteur de *Vernon, vingt minutes d'arrêt ! Heures noires et nuits blanches, poésies d'un ouvrier*, le médecin Tony Moilin (1832-1871), « idéologue socialiste

d'inspiration proudhonienne et phalanstérienne », auteur de *Liquidation sociale* exhortant la génération montante à remplacer celle de 1848, fusillé par les Versaillais pour avoir donné le signal de l'insurrection, Eugène Vermersch (1845-1878) qui collabora au *Cri du Peuple* de Vallès, ressuscita avec Maxime Vuillaume le *Père Duchêne*, écrivit une « ode aux révolutionnaires de toutes les révolutions » (*Les Incendiaires*) et fut condamné à mort après l'écrasement de la Commune. Autres de ces « personnages cardinaux sortant de la forêt que cachaient quelques arbres », Marie-Amélie (Marc de son nom de plume) de Montifaud (1849-1912), « l'une des plus pugnaces féministes de son temps. Romantique mais pornographe, [qui] fréquenta beaucoup les tribunaux, et puis aussi un peu la prison », l'antimilitariste gauchisant Antonin Seuhl (1883-1943), auteur d'une *Grève des machines*. À travers la fréquentation de ces « illuminés géniaux, inspirés nuageux, lyriques discrets », est posée la question de la légitimité et des mécanismes de constitution des panthéons littéraires et de la réception d'une œuvre. **Neïla**



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA **librairie** la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Expo

Pour occuper les cherEs petitEs en vacances



DR

Au Palais de la Porte-Dorée...

Le musée de l'Histoire de l'immigration présente jusqu'au 27 avril une exposition « *Albums – Bande dessinée et immigration 1913-2013* » qui expose le phénomène migratoire à travers le monde. Cette exposition est particulièrement conseillée aux adultes, mais le support bandes dessinées permet également que les enfants s'approprient tout ou partie de cette histoire, en fonction de leur âge. Mais ce n'est pas la seule raison d'organiser une sortie au Palais de la Porte-Dorée. Celui-ci recèle un aquarium tropical d'une très grande richesse, dont la fondation remonte à l'Exposition coloniale de 1931, et qui est ouvert à l'année. Il abrite environ 5 000 animaux et 300 espèces, pour le profane une palette peu commune de couleurs et de formes qui pour elle seule vaut la visite. Les plus curieux pourront s'informer facilement : les poissons sont

présentés en fonction de leurs caractéristiques dans des bacs qui respectent l'environnement marin, présentent la flore aquatique tropicale. L'aquarium comprend également un terrarium pour les crocodiles et les alligators et un autre pour les tortues qui ont un grand succès auprès des plus jeunes.

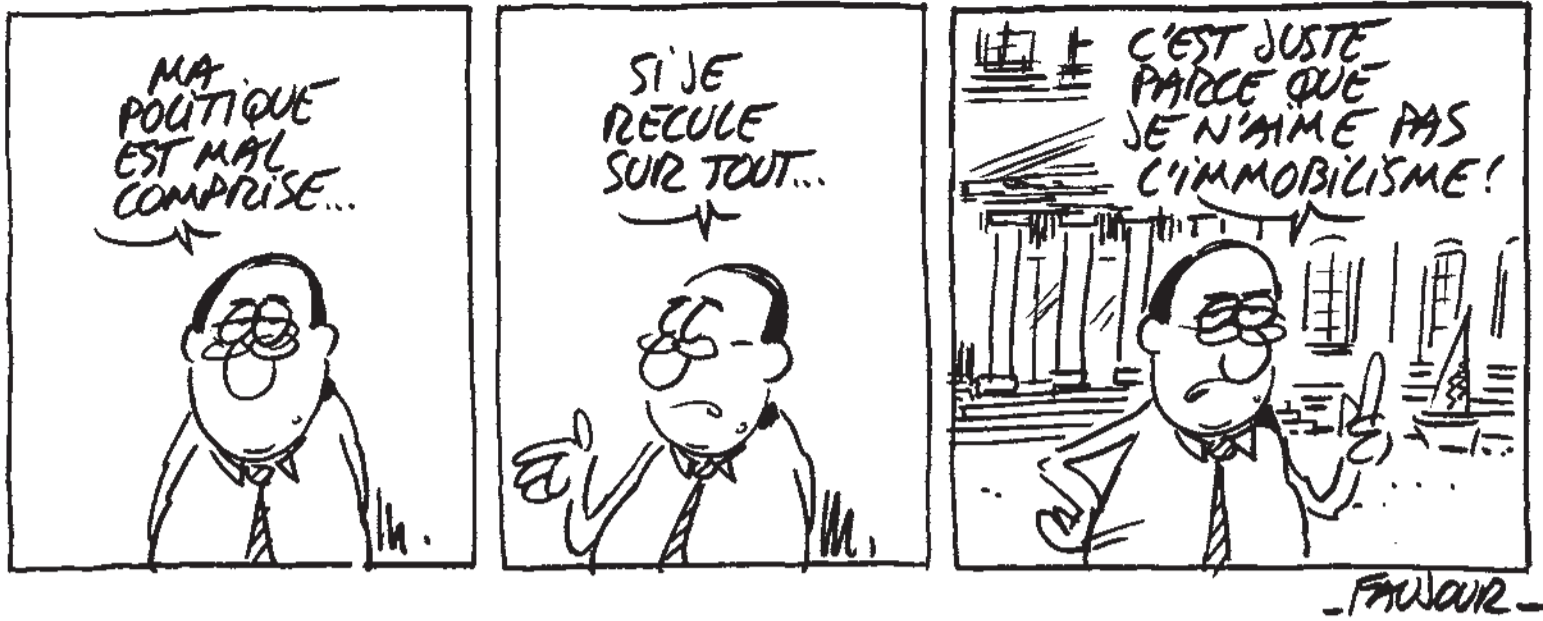
Dans la Grande Galerie de l'Évolution au Jardin des Plantes...

On peut y découvrir l'exposition « *Nuit* » jusqu'au 3 novembre (tous les jours de 10 h à 18 h, sauf le

mardi) ? « *Les Incas pensaient qu'après avoir plongé dans la mer vers l'Ouest, le soleil nageait toute la nuit sous la terre pour se lever le matin à l'Est* ». Mais, « *Et pourtant, elle tourne* », martelait Galilée. Donc en tournant sur elle-même, la Terre entraîne du jour et de la nuit qui rythment nos vies. Le jour nous est moins étrange que la nuit. Nous ne pouvons imaginer qu'un autre monde s'anime quand la nuit tombe, qu'un autre écosystème se met en marche, avec ses règles, ses contraintes, avec ses us et coutumes. Cette exposition est une nuit dans la nature, faites de rêves, de cauchemars, d'interrogations aussi. Les concepteurs, par des jeux de lumière, grâce à des écrans tactiles, à des montages adaptés, ont voulu montrer aux visiteurs la vie de ce jardin mystérieux pendant une partie de notre sommeil. **JGM et Catherine Segala**

1 – 293 avenue Daumesnil, Paris 12^e.
2 – 36 rue Geoffroy Saint-Hilaire, Paris 5^e.





-FAUJOUR-

L'Anticapitaliste | Libre expression

“ Une révolte de masse d'Ukrainiens pour la démocratie ”

Entretien. Zakhar Popovych est économiste et membre de la direction de « Opposition de gauche », un groupe politique ukrainien. Avec lui, nous revenons sur la situation du pays ces dernières semaines et la façon dont les militants anticapitalistes peuvent y intervenir.



Peux-tu nous parler de la situation de ces derniers jours sur le terrain, notamment des forces politiques qui y jouent un rôle ?

Les premières attaques contre la police anti-émeute du Berkut (forces spéciales de la police) furent organisées principalement par les néo-nazis de Pravyi Sektor (« ligne droite ») qui sont encore plus radicaux que Svoboda (« liberté », extrême droite). Mais il est vrai aussi que les jours suivants, beaucoup de gens ordinaires et très différents sont entrés dans la lutte. Des milliers d'entre eux ont apporté pneus et essence pour alimenter l'immense incendie. Parmi les militants, j'ai vu des gens très différents, pour la plupart russophones, dont beaucoup de jeunes de la banlieue de Kiev. C'était très différent des gens du Maïdan (Place de l'Indépendance – la place centrale de Kiev où les manifestants se rassemblent), qui étaient pour la plupart des ukrainophones originaires des villages de l'ouest de l'Ukraine. Après l'introduction des lois d'urgence la plupart des citoyens de Kiev étaient très en colère. Et après l'assassinat des militants, ils l'étaient encore plus. La place du Maïdan fréquentée lors d'une soirée « normale » par quelques centaines de personnes, a été envahie par plusieurs milliers d'hommes et de femmes qui sont restés toute la nuit. Cette mobilisation de masse a probablement sauvé le Maïdan du « nettoyage » qui était clairement préparé par la police. Tout le monde était sûr que le Berkut allait attaquer. D'après les nouvelles lois qui avaient été votées et publiées le jour même, les manifestants étaient tous considérés comme des criminels. Parmi ceux-ci, des groupes d'extrême droite étaient présents, mais aussi certains groupes radicaux de gauche (pour la plupart des anarchistes). La plupart des manifestants étaient critiques de l'opposition et de l'extrême droite xénophobe. Beaucoup de pierres et de cocktails molotov ont été jetés contre les policiers, dont plusieurs furent blessés. Malheureusement, beaucoup de jeunes se sont comportés comme si c'était un jeu, même après que certains d'entre eux eurent été tués. Néanmoins, c'était une révolte de masse

d'Ukrainiens, de nationalités et de groupes ethniques différents, pour la démocratie en Ukraine. L'extrême droite était présente bien sûr, mais elle était noyée dans un mouvement beaucoup plus large.

Quelles sont les réactions du pouvoir, du gouvernement ?

Confronté à une mobilisation de masse aussi impressionnante, le gouvernement a décidé de ne pas utiliser la force contre les manifestants. Toute tentative d'évacuer la place aurait débouché sur un grand nombre de blessés et peut-être même de morts. Cependant, cette action de masse, qui a empêché l'introduction de nouvelles lois d'urgence antidémocratiques, a aussi fait surgir les éléments les plus antidémocratiques du mouvement du Maïdan. Après la première bataille contre la police, des groupes d'extrême droite néo-nazis se sont renforcés et se sentent suffisamment forts pour s'autoproclamer dirigeants du mouvement. Malgré l'armistice déclaré par les dirigeants de l'opposition et la proposition du Président Ianoukovitch à Jacenuk de devenir Premier ministre, la violence ne s'est pas arrêtée. Le parti majoritaire au Parlement, ainsi que le Président Ianoukovitch lui-même, essaient de gagner du temps et n'ont aucune intention ni d'organiser de nouvelles élections ni d'introduire de changement radical. D'autre part, les dirigeants de l'opposition ne sont pas prêts à organiser des actions radicales et n'ont aucune idée de ce qu'ils pourraient faire de plus. Les gens au Maïdan se mettent de plus en plus en colère contre les deux. Malheureusement le scénario le plus probable est la mise en place d'un régime de droite, autoritaire et nationaliste. Même si le parti Svoboda arrive à pacifier, voire à écraser les bandes nationalistes les plus radicales, l'entrée de ce parti dans le gouvernement aboutira à l'oppression systématique de la gauche radicale et progressiste. Malgré le renforcement des forces progressistes et de gauche ces derniers jours, le parti Svoboda reste la force la plus organisée et la plus puissante au Maïdan. Il chercherait à négocier avec le gouvernement afin

de calmer la situation. Dimanche 16 février, il a renoncé à occuper la mairie de Kiev, mais quelques heures plus tard le bâtiment fut réoccupé par les forces « d'autodéfense » du Maïdan, dont beaucoup seraient des militants néo-nazis de Pravyi Sektor. Condamnées officiellement par leurs dirigeants mais néanmoins tolérées, ces bandes d'extrême droite deviennent de plus en plus violentes et de moins en moins gérables.

Ton organisation Opposition de gauche a récemment sorti un manifeste¹. Comment défendez-vous votre orientation au sein de ce mouvement ?

Malgré une situation difficile, la gauche est acceptée au Maïdan, bien plus qu'elle ne l'était avant, et à la Maison d'Ukraine, un centre des étudiants animé principalement par des activistes de gauche et par certains progressistes, nous intervenons de manière systématique. Des tracts et des livres de gauche, dont des milliers d'exemplaires de notre manifeste en 10 points, sont distribués dans ce lieu et nous participons aux débats publics. Nos propositions, dont le contrôle électoral pour tous les millionnaires, reçoivent un bon accueil. Malheureusement, cela ne veut pas dire bien sûr que beaucoup de gens ont adhéré aux organisations de gauche, encore trop faibles pour attirer un nombre significatif de nouveaux membres. D'autre part, la tentative d'organiser l'unité de la gauche et des anarchistes dans la garde « d'autodéfense » de Maïdan n'a pas abouti, à cause de la violence des attaques des groupes d'extrême droite. En ce moment, la violence contre la gauche se développe à nouveau, ce qui rappelle les attaques subies récemment par des militants de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine, attaques qui avaient été coordonnées, y compris personnellement, par des dirigeants de Svoboda.

Que dit Opposition de gauche sur la question des accords internationaux avec les rivaux actuels (la Russie et l'Union européenne) ? Le

peuple ukrainien est-il obligé de choisir entre l'Europe et la Russie ?

Les deux voies sont mauvaises pour l'Ukraine. Le problème principal se trouve à l'intérieur du pays. La mainmise de l'oligarchie sur la politique a eu comme conséquence un régime à zéro impôt pour les grandes entreprises. Tous les impôts sont payés par les travailleurs et par les petites entreprises. Ainsi les caisses de l'État sont vides, malgré le fait qu'il y a suffisamment de ressources dans le pays. Ce n'est pas le choix d'intégration à un bloc ou à un autre qui réglera ce problème.

De quels liens avez-vous besoin avec la gauche anticapitaliste et internationaliste en Russie ou en Europe ? Comment pouvons-nous vous aider ?

Est-ce que la presse de gauche européenne pourrait mettre la pression sur leurs gouvernements en insistant qu'il est possible de mener des enquêtes sur les entreprises offshore qui détiennent du capital en Ukraine ? Est-il possible de mener une campagne pour des sanctions non seulement contre les représentants du gouvernement mais aussi contre les oligarques ? Est-il possible de montrer que des Ukrainiens demandent la saisie des comptes en banque des oligarques en Europe ? Est-il possible de montrer que ce régime à zéro impôt, ainsi que « l'oligarchisation » totale de la politique, ne sont pas acceptables pour l'Europe ? S'il était possible de faire tout cela, ce serait très bien ! Enfin, il est important bien sûr de montrer une tolérance zéro pour l'extrême droite, qui dans le mouvement d'opposition ukrainien, sont de fait des néo-nazis. Les militants et les personnalités européennes sont aussi les bienvenus à Kiev pour parler de ces problèmes. Il est encore possible de parler ici dans des conditions qui sont encore relativement sûres. **Propos recueillis par Manu Bichindaritz (traduit par Ross Harrold)**

1 - <http://www.criticatac.ro/lefteast/manifesto-left-opposition-in-ukraine>

Vu ailleurs

l'Humanité



MANOUCHIAN. Il y a soixante-dix ans, le 21 février 1944, en milieu d'après-midi, vingt-deux jeunes hommes (les deux plus jeunes avaient 19 ans et le plus âgé 46 ans) étaient fusillés par les nazis au Mont-Valérien. La seule femme du groupe, Olga Bancic, n'eut pas le droit de mourir avec ses camarades de

combat : emmenée en Allemagne, elle sera décapitée à la prison de Stuttgart. Ainsi prenait fin l'épopée héroïque du groupe FTP-MOI de la région parisienne, dirigé par le militant communiste et poète arménien Missak Manouchian. Six mois plus tard, Paris serait libéré, mais pour l'heure, les nazis et leurs suppléants parisiens de la police de René Bousquet se vengeaient, tant qu'ils le pouvaient encore. [...] Les fins limiers des brigades spéciales des renseignements généraux, environ deux cents policiers français tout dévoués à la collaboration, avaient organisé une traque géante. [...] Les nazis tentèrent d'opposer la population française à des « terroristes » étrangers et en majorité juifs. Ils organisèrent une opération de propagande. Ils collèrent sur les murs une affiche sur laquelle apparaissaient les photos et les noms à consonance étrangère de dix condamnés : Grzywacz, Elek, Wasjbrot, Witchitz, Boczov, Fingerweig, Fontano, Alfonso, Manouchian. Et ce titre explicite : « Des libérateurs ? La libération par l'armée du crime ».

Jean-Paul Piérot, « Vingt-trois étrangers et nos frères pourtant », *l'Humanité*, 12 février 2014 (annonce d'un numéro hors série).

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique. Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel			
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an		
<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel			
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org